



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit , d' Economie, de Gestion et de Sociologie

DEPARTEMENT GESTION

OPTION FINANCES ET COMPTABILITE

PROMOTION « SEDRA »

MEMOIRE DE MAITRISE



***PROJET D'IMPLANTATION D'UNE UNITE SUCRERIE
REGION : DIANA
DISTRICT : AMBILOBE
COMMUNE RURALE : MANTALY***

Présenté par : Monsieur RASIDY Gilbert
Sous l'encadrement de :

Encadreur pédagogique

Monsieur RALISON Roger
Maître de conférence
Chef de département Gestion

Encadreur professionnel

Mr TOMBO Anjara Edmond
Auditeur Interne de la société
SALAMA

AU :2005/2006
Session : 24 JUILLET 2006

REMERCIEMENTS

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce mémoire plus particulièrement :

-Monsieur RAJERISON Wilson, Professeur Agrégé, Président de l'Université d'Antananarivo,

-Monsieur RANOVONA Andriambanona, Maître de conférence, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie,

- Monsieur RALISON Roger, Maître de conférence ; Chef de département Gestion qui m'autorise à la soutenance de ce mémoire,

- Monsieur ANDRIANTSEHENO Daniel, Maître de conférence, Directeur du centre d'Etude et Recherches en Gestion qui nous a prodigué des conseils,

- Monsieur le président et Messieurs les Membres du jury qui ont voulu accepter de juger notre travail,

-Tous les enseignants du Département Gestion , qui nous ont fait part de leurs connaissances et de leurs expériences,

- Tout le Personnel Administratif du Département Gestion pour les services qu'ils nous ont rendus

- Les dirigeants de la société SIRAMA , tous les gros et les petits planteurs de cannes qui ont approuvé le choix du thème et ont accepté de nous accueillir en qualité de stagiaire durant la période d'enquête et de collecte des données ,

- Monsieur TOMBO ANJARA EDMOND notre encadreur professionnel qui nous guidé inlassablement dans nos recherches en nous bénéficiant de son savoir et de son expérience professionnelle,

- Tout le personnel de la Société SIRAMA « Etablissement d'Ambilobe » par leur accueil et leur conseil,

- Tous ceux qui , de près ou de loin , ont contribué à l' élaboration de ce cérémonie.

Et enfin, nous réservons notre pensée particulière à nos parents ainsi qu' à toute notre famille par leur soutien matériel financier, et moral de tout les instants. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude et de notre indéfectible affection.

SOMMAIRE	
INTRODUCTION.....	1

REMERCIEMENTS.....

LISTE DES TABLEAUX.....

PREMIERE PARTIE : IDENTIFICATION DU PROJET.....

CHAPITRE -1 - PRESENTATION DU PROJET.....

SECTION- 1 – HISTORIQUE.....

SECTION-2- CARACTERISTIQUE DES CANNES A SUCRE.....

SECTION-3- DESCRIPTION SIMPLE DU SUJET.....

CHAPITRE -2- ETUDE DE MARCHÉ VISE.....

SECTION- 1- L' ANALYSE DE L' OFFRE.....

SECTION – 2 - L' ANALYSE DE LA DEMANDE.....

SECTION -3- ANALYSE DE LA CONCURRENCE.....

SECTION -4- POLITIQUE MARKETING ENVISAGEE.....

CHAPITRE-3- LA THEORIE GENERALE SUR LES CRITERES D'EVALUATION

SECTION - 1 - LA VALEUR ACTUELLE NETTE (V. A.N).....

SECTION – 2 - TAUX DE RENTABILITE INTERNE (T.R.I).....

SECTION –3- DELAI DE LA RECUPERATION DES CAPITAUX INVESTIS.....

SECTION -4- CRITERE D' EVALUATION.....

DEUXIEME PARTIE : CONDUITE DU PROJET.....

CHAPITRE-I - TECHNIQUE DE PRODUCTION.....

SECTION -1- TECHNIQUE DE FABRICATION DE SUCRE.....

SECTION –2- SYSTEME DE FONCTIONNEMENT.....

SECTION - 3- UTILISATION ET CONDITIONNEMENT.....

CHAPITRE -2- CAPACITE DE PRODUCTION ENVISAGE.....

SECTION-1-CAPACITE DE PRODUCTION DE L' UNITE.....

SECTION - 2 - PROGRAMME DE PRODUCTION ET DE VENTE.....

CHAPITRE III : ETUDE ORGANISATIONNELLE.....

SECTION- 1 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....

SECTION- 2 – ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES.....

SECTION -3 – GESTION DU PERSONNEL.....

SECTION -4 – ORGANIGRAMME A METTRE EN PLACE.....

TROISIEME PARTIE: ETUDE FINANCIERE DU PROJET SELON PCG 2005

CHAPITRE I : MONTANT DES INVESTISSEMENTS ET LES COMPTES.....

SECTION -1- LES INVESTISSEMENTS NECESSAIRES.....

SECTION- 2- LES AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS.....

SECTION -3- LE PLAN DE FINANCEMENT.....

SECTION -4- TABLEAU DE REMBOURSEMENT DES DETTES.....

SECTION -5- LES COMPTES DE GESTION.....

CHAPITRE II : ETUDE DE FAISABILITE ET ANALYSE DE RENTABILITE

SECTION 2 : Flux de Trésorerie.....

SECTION 3 : LES BILANS PREVISIONNELS.....

CHAPITRE III : EVALUATION DU PROJET.....

SECTION -1- Evaluation économique.....

SECTION -2- Evaluation financière :.....

SECTION -3- Evaluation socio-environnementale.....

CONCLUSION GENERALE.....

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Au niveau de la production des cannes.....	18
Tableau n°2 : Evolution commerciale du marche du sucre par rapport à la production totale des sucres sur cinq campagnes successives.....	20
Tableau n° 3 : Plan de production pendant cinq ans.....	31
Tableau n°4 : Charges mensuelles du personnel.....	36
Tableau n°5 : Charges du personnel permanent.....	36
Tableau n° 6 : Matériel de transport.....	40
Tableau n° 7 : Liste des matériels et mobiliers de bureau.....	41
Tableau n° 8 : Matériel informatique.....	41
Tableau n° 9 : Tableau de récapitulation des immobilisations.....	42
Tableau n° 10 : Amortissement de frais de développement immobilisables.....	43
Tableau n° 11 : Tableau d'amortissement de construction.....	44
Tableau n° 12 : Tableau d'amortissement du matériel et outillage.....	44
Tableau n° 13 : Amortissement du matériel de transport.....	45
Tableau n° 14 : Amortissement de aménagements, agencements et installations.....	45
Tableau n° 15 : Amortissement du matériel et mobilier de bureau.....	46
Tableau n° 16 : Amortissement du matériel informatique.....	46
Tableau n° 17 : Tableau de récapitulation des amortissements.....	47
Tableau n° 18 : Fonds de roulement.....	48
Tableau n° 19 : Récapitulation des investissements.....	48
Tableau n° 20 : Tableau des emplois et ressources.....	49
Tableau n° 21 : Plan de financement	51
Tableau n° 22 : Tableau de remboursement des dettes.....	52
Tableau n° 23 : Fournitures consommables	53

Tableau n° 24 : Charges externes.....	53
Tableau n° 25 : Impôts et taxes.....	54
Tableau n° 27 : Charges du personne.....	55
Tableau n° 28 : Charges financières.....	55
Tableau n° 29 : Dotation aux amortissement.....	55
Tableau n° 30 : Récapitulation des comptes de charge.....	56
Tableau n° 31 : Chiffres d'affaires de la premières années en Ariary.....	56
Tableau n° 32 : Evolution du chiffres d'affaires durant cinq années.....	58
Tableau n° 33 : Compte de résultat prévisionnel par nature (en Ariary).....	61
Tableau n° 34 : Tableau des flux de trésorerie (méthode directe).....	64
Tableau n° 35 : Bilan de départ.....	65
Tableau n° 36 : Bilan de l'année 1.....	66
Tableau n° 37 : Bilan de l'année 2.....	67
Tableau n° 38 : Bilan de l'année 3.....	68
Tableau n° 39 : Bilan de l'année 4.....	69
Tableau n° 40 : Bilan de l'année 5.....	70
Tableau n° 41 : Evolution des valeurs ajoutées.....	71
Tableau n° 42 : Ratio de facteur travail par rapport à la valeur ajoutée.....	72
Tableau n° 43 : Calcul de V. A. N.....	72
Tableau n° 44 : Ratio de rendement à part de main d'œuvre.....	73
Tableau n° 45 : Ratio de rentabilité financière.....	75
Tableau n° 46 : Calcul de M. B.A ou cash- flow.....	77
Tableau n° 47 : Calcul d	

LISTE DES ABREVIATIONS

-SNBCE : SUCRERIE DE NOSY BE ET DE LA COTE EST

-SOSUMAV : SOCIETE SUCRERIE DE LA MAHAVAVY

-SARL : SOCIETE A LA RESPONSABILITE LIMITEE

VAN : Valeur actuelle nette

TRI : Taux de rentabilité interne

DRCI : Délai de la récupération d' un capitaux investis

IP : Indice de profitabilité

V1 : Valeur actuelle en année 1

V2 : Valeur actuelle en année 2

V0 : Valeur actuelle en année 0

T0 : Taux d'intérêt en année 0

T1 : Taux d'intérêt en année 1

T2 : Taux d'intérêt en année 2

MBA : Marge brut d'auto- financement

Σ : la somme

AR : ARIARY

RESP. Admin. Fin : responsable administratif et financier

RESP. Commerciale : responsable commerciale

MMB : Matériel et mobilier de bureau

AAI : Agencement, Aménagement et Installation

An : Annuité de l'année n

V.A : Valeur d'acquisition

A.C : Amortissement cumulé

V.N.C : Valeur nette comptable

E.R.M : Entretien, Réparation et Maintenance

DCE : Divers charges extérieurs

I.F.P.B : Impôt foncier sur les propriétés bâties

DAP : Dotation aux amortissements et provisions

C.A : Chiffres d'affaires

I. B.S : Impôt sur les bénéfices de la société

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

FRNG : Fonds de roulement net global

BFRNG : Besoin en Fonds de Roulement Net Global

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Madagascar qui a choisi le développement économique et libéral, incite tout en chacun à s'investir dans plusieurs domaines d'activité à la fin :

-d' une part y participer pour la création d'emploi ;

- et d' autre part, de créer des projets qui cadrent avec la réalité économique du pays

C'est la raison pour laquelle, nous avons choisi ce projet qui s'intitule :

« PROJET D'IMPLANTATION D'UNE UNITE SUCRERIE DANS LA REGION DE DIANA - DISTRICT D'AMBILOBE – COMMUNE RURALE DE MANTALY »

En effet , l' énorme potentialité de Madagascar en canne et la réticence des consommateurs nationaux et étrangers nous ont conduit à ce thème .

Madagascar se trouve particulièrement privilégié, par la nature, car les climats tropicaux favorisent la culture des différentes cannes.

Actuellement ,vu les problèmes existants au sein de la SIRAMA , les planteurs n' arrivent pas à écouler leurs produits à dédite société.

En conséquence, nous avons décidé de faire un appel aux investisseurs de créer une nouvelle entreprise de sucrerie dans la Commune Rurale de Mantaly.

Ce projet a été monté suivant le rapport de stage d' enquête que j' ai effectuée durant le mois de décembre 2005 jusqu'au mois de mars 2006 au sein de la société SIRAMA , rapport sur l' enquête que j' ai effectué au niveau des dirigeants, des petits et des gros planteurs (par l' intermédiaire d' une fiche d' enquête pré – établie) toujours durant la même période, l' entretien permanent avec les responsables de le société , l' application des théorie s obtenues durant les cours à l' Université pendant quatre ans et enfin de se documenter (livre s Internet , revues , journal)

ces démarches ont été choisies à cause de la qualité des informations qu' on souhaiterait obtenir et procéder aux analyses pour ressortir les résultats.

Pour le traitement des informations et l'application de nos connaissances acquises, nous

allons développer le plan suivant :

- dans la première partie , l'identification du projet , où l' on rencontre les différents composants et environnantes des cannes et surtout la faisabilité de ce projet.
- en seconde partie , l' étude technique qui nous montre toutes les différentes techniques de production et la technique d' organisation nécessaire .
- la troisième partie , fera état de l' étude financière relative aux investissements , à l'étude de faisabilité et de rentabilité du projet et son évaluation au niveau des différents du point de vue.

PREMIERE PARTIE

« IDENTIFICATION DU PROJET »

PREMIERE PARTIE : IDENTIFICATION DU PROJET

CHAPITRE –1 - PRESENTATION DU PROJET

Du point de vue géographique, la culture de la canne à sucre à type industrielle n'est possible que dans les pays à climat tropical et subtropical comme Madagascar . Diverses espèces de cannes ont été découvertes dans tous les pays gros producteurs de sucre : le Brésil, le Mexique, le Cuba, le Kazakhstan, l'île Maurice et celle de Madagascar. Par rapport à pluralité d'espèce de canne, seule des cannes qui ont une nature industrielle est la première matière principale de la production de sucre. Cette matière se trouve presque dans tous les domaines sucreries existantes à Madagascar depuis plusieurs années. L'implantation d'une unité de sucrerie est nécessaire pour produire des biens et des services pour satisfaire les besoins des consommateurs nationaux et les restes seront exportées. Maintenant, nous commençons à commenter l'histoire de la canne à sucre et celle de la société SIRAMA et enfin nous allons déduire notre projet.

SECTION- 1 – HISTORIQUE

Les cannes forment d'une plante herbacée vivace de la famille des graminées cultivée pour produire des sucres. Ces cannes sont importées ici à Madagascar depuis la naissance de la société sucrerie Malgache c'est à dire vers 1953 et maintenant, elle est devenue nationale.

L'une partie des cannes se sont biens alimentées et l'autre ont le caractère industrielles. Elles sont aussi connues dans toute la zone inter tropicale humide.

En effet l'exploitation de l'exploitation de cette plante actuellement est presque connue dans le milieu malgache, mais au niveau industriel notre société traverse une tragédie sur le plan de production et financier à cause de l'impact de la mondialisation.

Tout ceci explique que le marché de ce produit est encore vaste et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé monter un projet de création d'une nouvelle entreprise de fabrication de sucre

1-1-CLASSIFICATION, ORIGINE

En général, la culture de canne jusqu'à la production de sucre est classée comme

une activité agro- alimentaire. La canne à sucre c'est une plante riche en réserve naturelle, plante à tige parachymenteux de couleur variée. Elle est aussi la matière principale de la production de sucre. Son cycle végétatif est annuel ou bisannuel par défaut. La canne à Madagascar en général est originaire du CARAIB et connue maintenant sous l'appellation « FARY ».

Il existe plusieurs variétés horticoles de canne à sucre qui diffèrent par la couleur, la hauteur des tiges et le taux de sucre qu'elle apporte :

NCO- 310, NCO-376, S17, RAGNAR, Q57, Q75, F146, B41-129, IRO5.

1-2- SOCIETE SUCRERIE DE LA MAHAVAVY « SOSUMAV »

Elle est créée en 1935. Les sucreries Marseillaises de Madagascar (NAMAKIA) appartenaient à l'origine au groupe des raffineries de sucre de Saint – Louis. Ce groupe créa en 1949, la SOSUMAV d' Ambilobe. Le complexe de sucrier de la SOSUMAV a réalisé sa première campagne en 1953 .Le 01 Janvier 1973 , la SOSUMAV a absorbé les sucreries Marseillaises de Madagascar pour ne faire qu' une seule et unique Société SOSUMAV couvrant deux établissements : NAMAKIA et AMBILOBE .

1-2-1- Les sucreries de NOSY BE ET DE LA COTE EST SNBCE

La SNBCE résulte de la fusion en 1968 de la CEGEPAR (NOSY BE) et de la sucrerie du cote est (SCE BRICKAVILLE).

La CEGEPAR, ex-CANSB qui est une compagnie agricole de sucrerie de NOSY BE créé en 1920 et la SCE qui a été créée en 1930 appartenaient respectivement au groupe SCOA et BONAFOUX MICUOIN BERGER.

1-2-2-CREATION DE LA SOCIETE SIRAMAMY MALAGASY

La création de la société SIRAMA résulte des ordonnances n° 76052-053 et 054 du 29 décembre 1976, suite à la nationalisation de la SOSUMAV.

En 1979, l'état a pris la partie majoritaire du capital de la SNBCE.

Le 19 mai 1987 l'assemblée générale extraordinaire approuva la convention de la fusion absorption de la SNBCE pour former la SIRAMA actuelle avec quatre établissements : AMBILOBE, NAMAKIA ,NOSY BE ,BRICKAVILLE et trois agences : Antsiranana, Mahajanga, Toamasina.

Les fonctions productives de la SIRAMA se déroulent au niveau de ces quatre sites ou établissements qui sont les centres de production de sucre et des produits sucriers. Auparavant la société SIRAMA avait pratiquement le monopole du marché sucrier à Madagascar de 80% de sa production sucrière et sont destinés à la consommation locale et à l'exportation sur les marchés préférentiels.

Mais compte tenu du fait d'importation massive du sucre , cette réalité est actuellement perdue. Plus précisément depuis la globalisation et la mondialisation de l'économie ; la société SIRAMA n'arrive pas à produire comme avant de sucre , cela veut dire qu'à nos jours, Madagascar n'exporte de sucre à l'extérieur suivant l'enquête que j'ai eu.

1-3 –POPULATION

La région d'AMBILOBE compte plus de 200.000 habitants dont des jeunes en majorité comptant plus de 52% de la population active.

SECTION-2- CARACTERISTIQUE DES CANNES A SUCRE

Le sucre est un produit vient des cannes.
Pour mieux explicité à ce sujet nous allons voir d'abord la particularité des différentes cannes avant d'entamer dans celle de sucre.

2-1- PARTICULARITE GENERALE DES CANNES

Les cannes sont de plante à tige parachymenteux avec une hauteur de 3 à 6m et de 2 à

5 cm d'épaisseur. Le tige principal est rhizome donnant naissance à des tiges secondaires gorgées à maturité d'un suc sucré, le jus saccharifère.

Les petites fleurs en forme de dard sont portées en panicule et engrainées dans de longues feuilles fibreuses rubanées.

Il y a plusieurs variétés des cannes à sucre existant dans l'activité industrielle mais les NCO et les RAGNARS sont praticable parce qu'ils apportent beaucoup le taux de sucre suivant le norme industriels.

2-2- LA PURETE DES CANNES

Pour avoir de bon qualité de sucre, il faut les cannes qui ont la pureté de sucre supérieur à 86 (86 : c'est une mesure ou norme ou encore taux de pureté donnée des cannes par des techniciens en laboratoire de canne broyé)

SECTION- 3- DESCRIPTION SIMPLE DU SUJET

Pour décrire notre programme, on va monter un projet de création d'entreprise de sucrerie dans le but d'exporter et de prendre une part de marché national des sucres. Cette nouvelle société est prend une forme de SARL (Société à la Responsabilité Limitée) dont le lieu ou siège est implanté à MANTALY-AMBILOBE.

A titre de rappel, le Commune Rurale de Mantaly est un carrefour où l'on se rencontre les gros et les petits planteurs de canne avant d'aller livrer leurs produits à la Société SIRAMA à l'époque.

C'est pour cela que nous avons décidé de monter un projet concernant des usines sucreries et nous faire un appel aux investisseurs nationaux et internationaux de participer activement au développement de notre région et de notre pays.

La création de cette entreprise contribue à l'amélioration des conditions de vie socio-économique, culturelle et environnementale de la population et de récupérer les gens déflatés de la Société SIRAMA à nouveau travail.

Pour revenir à nos sujet, l'étude de lancement que nous avons vu auparavant nous évoque toute histoire des cannes. Ces visions étant nécessaire pour montrer notre ressources et loin d'être épuisé et que notre production ne meurt pas aussi.

3-1- REALISATION DU PROJET

D'abord, il faut assurer les relations privilégiées auprès des gens dans la région, en s'assurant ainsi des ressources d'approvisionnement sûres en matière première pour échapper à la rupture de stock. .

Pour l'exportation, nous confions nos marchandises aux transitaires le plus fréquent dans cette région pour le port d'embarquement d'Ambilobe (Port Saint-Louis). Pour viser le marché et choisir les machines à utiliser pour la production, avant tout, nous avons besoin des personnels et des mains d'œuvres pour la réalisation effective de notre projet. Continuons alors notre étude en parlant de l'étude de marché.

CHAPITRE -2- ETUDE DE MARCHE VISE

L'étude de marché constitue le point de départ de l'analyse d'un projet : « sans demande suffisant, pas de base économique ».

Par une définition simplifiée, le marché est un lieu de rencontre entre l'offre et la demande où s'effectue l'échange entre l'acheteur et le vendeur moyennant d'un prix prédéterminé et les quantités à échanger.

Avant d'analyser un par un les rubriques offre, demande, et le marketing mix, nous allons définir d'une autre forme le marché.

C'est l'ensemble des agents économiques qui résident sur un territoire donné pour fabriquer, distribuer, et consommer un produit (biens et services).

SECTION- 1- L'ANALYSE DE L'OFFRE

Il n'existe pas encore de texte ou encore la loi à Madagascar, pour l'exploitation des cannes car la production des sucres actuellement est faible.

Cette situation, nous procure un résultat nul aussi pour les dérivées des cannes (sous produits, alcool, levure, rhum.....etc.)

1-1- SITUATION DES SUCRES

D'après l'enquête que j'ai effectuée durant le mois de décembre 2005 jusqu'au mois de Mars au sein de la société SIRAMA, j'ai pu obtenir les renseignements suivants :

**1-1-1-Tableau n°1 : Au niveau de la production des cannes
(en tonnes)**

Années	90/91	91/92	92/93	93/94	97/98	98/99
--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Gros planteurs	45741	41597	51546	49029	61161	75527
Petits et moyens planteurs	46116	30140	41354	28916	36010	27625

Source : Sirama (Etablissement d' Ambilobe)

Sur les 7800 ha de l' ensemble de sa concession , on comptait environ de 309456 tonnes des cannes broyées dont 103 152 tonnes (98/99) viennent des petits planteurs et gros planteurs c'est-à-dire 1/4 de la production des cannes de la société Sirama . On tient en compte comme référence le tonnage des cannes en année 98/99 car sur cette date, la dite société se tombait vraiment dans la bonne marche.

D'après l' enquête que j' ai eu , les gros et petits planteurs sont prêt à continuer leurs activités mais malgré le problème de la Sirama actuellement au niveau financière , dettes et au niveau de la politique du gouvernement .

1-2-PRODUIT A OFFRIR

Pour satisfaire le plaisir de tous les consommateurs , les clientèles ainsi que les habitants de la grande île , nous avons décidé de créer une entreprise de sucrerie dans la commune rurale de Mantaly – Ambilobe .

Cette entreprise est créée tout simplement pour traiter des cannes qui viennent des gros et petits planteurs non payé par la dite Société par le biais de l' association des planteurs des cannes.

1-3 - CLIENTELE CIBLE

Le résultat de notre enquête effectué au cours de multiples visites et se jour passés à Ambilobe justifie l' importance de la clientèle dans ce domaine d' activité.

1-4-APPRECIATION DE L'OFFRE DANS LA REGION

La signe de la disparition de la Société SIRAMA actuellement nous a permis de donner une grande opportunité sur le marché de sucre fabriqué à partir des cannes à sucre au niveau national et qu' international.

SECTION – 2 - L' ANALYSE DE LA DEMANDE

Avant d'analyser la demande de la population, il faut voir tout d'abord le mouvement de la demande sur le goût et préférence des produits, sur le prix et sur les revenus des clientèles. Cette analyse permet à l'entreprise de connaître les caractéristiques de produit demandés par les clients et les types de clientèles ciblés sur le marché

2-1- BESOIN DES CLIENTS POTENTIELS

D'une façon globale, les clients potentiels cherchent toujours les produits et les services de bonne qualité qui procure le maximum de satisfaction et de valeur. Cette satisfaction est le sentiment d'un client résultant d'un nouveau client pour la Société. D'où la plus sûre manière de mesurer le réel impact de satisfaction vis à vis des concurrents car quand il manifeste une excellente satisfaction, cela n'implique pas forcément qu'il ait plus satisfait.

En outre, les clients ont besoin de fixer le prix habituel d'un produit sauf les nouveaux sur le marché. Le non respect de la fixation des prix entraîne l'infidélité des clients et provoquent des impacts directs au niveau des chiffres d'affaires de la société.

SECTION -3- ANALYSE DE LA CONCURRENCE

Après avoir analysé l'offre et la demande, il est nécessaire d'étudier les concurrents pour évaluer la forme ou la structure de marché, leur nombre, leur importance, leur stratégie et leur situation financière.

En outre, nous allons connaître les points forts et les points faibles des concurrents. Mais, pour mieux cibler les concurrents potentiels, il faudra tout d'abord analyser le type de marché existant.

3-1- LES CONCURRENTS NATIONAUX

Comme nous avons dit ci-dessus que le produit n'est pas un produit nouveau sur le marché; pour cela, il y a encore des entreprises qui conquièrent le marché à savoir :

- le marché de concurrence parfait
- le marché de concurrence imparfait
- le marché de concurrence pure et parfaite

Par contre, 1% des clients cibles ne pourront pas être intéressés (diabétique) de notre produit.

3-2- LES CONCURRENTS INTERNATIONAUX

Actuellement, la part de marché de sucre malgache est très faible, mais le

développement du marché dépend de la régularité de produit et de l'assurance des sucriers d'être toujours ravitaillés à des prix assez stable.

3-3- Tableau n° 2 : Evolution commerciale du marché de sucre par rapport à la production totale (cas de Madagascar) sur 5 campagnes successives (tonnage : en tonne)

Année	97/98	98/99	99/2000	2000/2001	2001/2002
Importation	16 000	53 229	32 743	30 296	39 022
Exportation	21788	19 638	31 797	16 700	17 022
Production totale de sucre à Madagascar	75887	83 771	81 175	65 699	49 623

Source : SIRAMA (Siège)

Le sucre est un composé de base de l'alimentation occidentale. Il représente environ de 13% de l'énergie apportée par les aliments , en sachant que 100g de sucre apportent 400kcal.

Dans le cas général, Madagascar dispose quatre sites de production de sucre dont leurs productions totales de chaque année ne ravitaillent pas des consommateurs nationaux.

Conséquence : l'importation de sucre est toujours supérieure à l'exportation même si notre pays arrive de produire en grande quantité en année 98/99. La question qui se pose, pourquoi Madagascar peut garder son quota sur le marché international ?

SECTION -4- POLITIQUE MARKETING ENVISAGÉE

4-1-CHOIX D'UN PRODUIT

On admet généralement que la politique d'un produit a pour objectif de l'amélioration de la position de cette société sur le marché. Les éléments de cette politique sont suivant :

Les caractéristiques techniques :

- doivent être bien adaptées aux fonctions que doit remplir le produit. En outre, elles doivent entraîner des coûts de production minimum. Par ailleurs , les améliorations apportées aux caractéristiques technique de produit peuvent renforcer la compétitivité de l'entreprise.

En effet, si l'on admet que la société possède une certaine avance sur les concurrents , elle peut en transformer les caractéristiques du produit , accroître cette avance et mettre ses concurrents en difficulté .

4-2- POLITIQUE DE PRIX

La fixation de prix est un élément déterminant de la stratégie de l'entreprise car le prix a des conséquences directes à la fois sur le résultat commerciaux (volume de vente) et sur les résultats financiers (rentabilité) .

Le principe consiste à s'interroger un échantillon représentatif des consommateurs susceptible d'acheter le produit. on demande de chacune d'interroger de fixer la fourchette de prix à l'intérieur de laquelle elle situe la valeur de produit proposé Les questions habituellement posés sont les suivants :

- en dessous de quel prix penserons –nous que ce produit est de mauvaise qualité ?
- au dessus de quel prix penserons nous que ce produit est trop cher ?

La politique de prix de vente est étroitement liée à ses éléments ci – après :

- l'analyse de la demande
- l'analyse des coûts
- l'analyse de la concurrence

4-3- MODE DE DISTRIBUTION

Elle consiste à augmenter les ventes faite par les distributeurs , à inciter , à mettre en avant les produits , à les assister dans leur propres opération de promotion , donc la politique de distribution est étroitement dépend à tous les éléments à savoir :

- d'assurer la présence permanente du produit aux points de ventes
- réduire aux maximum les frais qui grèvent le prix de revient.

4-4 - POLITIQUE DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION

La communication concerne l'ensemble des actions permettant de faire connaître le produit, donc c'est la publicité. Alors par définition, la communication c'est un moyen utilise pour faire connaître des différents produits nouveaux de la société.

Pour cela, il y a deux catégories de publicité à l'occurrence :

- la publicité d'information : on informe de l'existence d'un produit nouveau,
- la publicité suggestive : on informe et puis à la fois on convaincre les clientèles

Donc c'est un phénomène économique, sociale et politique.

On parle :

-Economique: favorise et accélère l'expansion de la société.

-Sociale: c'est un contact avec (les planteurs, les agents déflatés) la population, elle procure des informations.

-Politique: c'est art de convaincre les clientèles

CHAPITRE-3- LA THEORIE GENERALE SUR LES CRITERES D' EVALUATION

Pour mesurer la rentabilité économique d' un investissement , la théorie micro – économique classique retient quatre méthodes d' appréciation de la rentabilité économique :

- valeur actuelle nette (V.A.N)
- Taux de rentabilité interne (T.R.I)
- Délais d' un capitaux investi
- Indice de profitabilité

SECTION - 1 - LA VALEUR ACTUELLE NETTE (V. A.N)

Retenons que la mesure de la rentabilité des investissements repose essentiellement sur le concept du cash – flow.

1-1- DEFINITION DU CASH- FLOW

Un cash – flow est la solde des flux de trésorerie engendré par un investissement à la clôture d'une période.

Supposons que , les cash – flow prévisionnels de plusieurs projets d' investissement aient été déterminé avec une précision considérée comme insuffisance, la méthode de la valeur actuelle nette conduit à actualiser tous les cash – flow c' est à

dire ramener leur valeur à l' époque de zéro et à les additionner.

L'investissement dont la valeur actuelle nette sera la plus élevée considérée comme la plus rentable.

1-2 – FORMULE

$$\text{Cash- flow} = (\text{Résultat net} + \text{Amortissements}) (1 + i)^{-n}$$

Avec

i = taux d' actualisation

n = année ou période

SECTION – 2 - TAUX DE RENTABILITE INTERNE (T.R.I)

2-1- DEFINITION

Le T.R.I d'un projet d' investissement est le taux qui permet d' égaler le décaissement aux cash – flows prévisionnels , pour le même investissement.

2-2- FORMULE

La méthode utilisée pour la détermination du T.R .I est la méthode par extrapolation. Soit , V_0 le montant des investissements pour un taux t_1 on trouve une valeur actuelle v_1 (somme des cash -flows actualisés tel que $V_0 < V_1$) avec t_2 . ; on obtient une valeur actuelle V_2 (somme des cash – flows actualisés tel que $V_2 < V_1$) .

Finalement, on pose $V_2 < V_1$ et $t_2 < t_0 < t_1$. Il reste à calculer t_0 .

Par interpolation linéaire, on pose :

$$\frac{V_1 - V_0}{V_1 - V_2} = \frac{t_1 - t_0}{t_1 - t_2} \quad \text{si et seulement si}$$

$$t_0 = \frac{(V - V_0)(t_1 - t_2)}{V_1 - V_2} - t_1$$

SECTION –3- DELAI DE LA RECUPERATION DES CAPITAUX INVESTIS (D.R.C.I)

3-1- DEFINITION

D.R .C.I est la date à laquelle les investissements sont récupérés.
Supposons qu' après avoir actualiser les cash – flows et les accumuler , on constate que ,
l' investissement se trouve entre le cumul de l' année n et n+ 1 .

3-2 -FORMULE

En faisant une interpolation, le D.R.C.I sera obtenu comme suit :

$$D.R.C.I = \frac{\sum MBA(1+i)^{-5n+1}}{\sum MBA(1+i)^{-n} - \sum MBA(1+i)^{-(n+1)}} *12$$

3-3- INDICE DE PROFITABILITE

A partir de cet indice, on peut mesurer directement la rentabilité de ce projet.
Il permet de savoir la marge bénéficiaire obtenue pour chaque unité de capital investi.

SECTION -4- CRITERE D' EVALUATION

4-1- DEFINITION

4-1-1- PERTINENCE

Pour mettre en place un tel projet, il faudra viser le moment opportun.
O n dit pertinent seulement lorsque le choix du temps d' implantation du projet est
favorable à la demande du consommateur .

4-1-2- EFFICACITE

L'efficacité c'est un degré de conformité de résultat par rapport aux objectifs. Elle est atteinte lorsque l'entreprise dégage le maximum de bénéfice, c'est à dire le résultat attendu et les objectifs visés sont atteints.

4-1-3 -EFFICIENCE

A la différence de l'efficacité, l'efficience est encore meilleure car il s'agit non seulement d'atteindre l'objectif mais à moindre coût.

4-1-4-PERENUITE

Il s'agit de la durabilité du projet. Comme toute création, la durée de vie du projet est parmi les éléments essentiels pour obtenir une meilleure rentabilité.

4-2- IMPACT DU PROJET

C'est une conséquence directe et indirecte apportée par l'entreprise aux habitants de la région ainsi qu'au développement de notre pays. Elles sont d'ordre sociale, économique et financière.

DEUXIEME PARTIE
« CONDUITE DU PROJET »

DEUXIEME PARTIE : CONDUITE DU PROJET

La conduite du projet est un ensemble de méthode et de technique intégrée dans le système d'information qui aide une équipe dirigée par un chef de projet à prendre des décisions.

Pour cette conception, nous allons analyser dans cette deuxième partie la technique de production. A cet effet, il est utile de savoir ces utilisations et conditionnement.

En outre, pour atteindre les objectifs nous avons besoin de faire une étude sur l'organisation de base de l'entreprise après avoir analysé sa capacité de production et ses perspectives de production et vente

CHAPITRE -I - TECHNIQUE DE PRODUCTION

SECTION-1-TECHNIQUE DE FABRICATION DE SUCRE

Etant donné que, l'activité industrielle est parmi des activités principales de l'entreprise.

Les matière première les plus utilisées dans la fabrication de sucre sont les cannes à sucre et les betteraves .

Notre projet en principe préfère l'utilisation des cannes à sucre comme matière de base dans la fabrication de notre produit.

En générale, le processus de fabrication des sucres en réalité se résume comme suite :

SECTION- 2- SYSTEME DE FONCTIONNEMENT

2-1-FONCTIONNEMENT PENDANT LA PLUIE

L'entreprise travaille cinq jours sur sept à raison de huit heures par jour. Elle se change le fonctionnement habituel de son activité, comme l'écoulement de sucre stockés auprès de ses clients (distributeurs).

L'activité de l'entreprise est basée dans la communication, mais pendant ce temps, elle transforme les déchets en sous-produit par exemple la mélasse est devenue la matière première pour fabriquer l'alcool. Ensuite, elle transforme la bagasse en énergie.

2-2-FONCTIONNEMENT PENDANT LA SAISON DE LA COUPE DES CANNES (Saison de campagne)

Pour qu'il ait au bon fonctionnement de cette entreprise, les planteurs fournissent les cannes de l'unité. La société est tout à fait responsable de transport de cannes jusqu'à l'usine de transformation et paie les groupes de planteurs

Dans cette période, l'entreprise travaille sept jours sur sept à raison de 24 heures par jour car les cannes déjà coupées ne sont pas stockées, c'est à dire ils rentrent directement dans la moule pour avoir de jus mélangé et jusqu'à la sortie de produit fini (sucre ou autres)

SECTION- 3- UTILISATION ET CONDITIONNEMENT

Le sucre est utilisée dans la vie quotidienne même au niveau des différentes entreprises comme les entreprises agro-alimentaire, industrie pharmaceutique etc.

3-1- CONDITIONNEMENT ET MARQUE

3-1-1- LA MARQUE

Sur les marchés actuels, fortement concurrentiels, une marque est indispensable pour identifier l'origine de la majorité des produits surtout pour l'exportation.

Elle sert à différencier nos produits par rapport à des concurrents. Elle génère une image de marque, c'est à dire une représentation du produit ou de l'entreprise dans l'esprit des importateurs. Elle facilite la communication publicitaire et protège notre produit contre des imitations éventuelles.

3-1-2 -CONDITIONNEMENT

On définit le conditionnement comme l'ensemble des activités liées à la conception et à la fabrication de l'emballage du produit.

La mise en sac des sucres est nécessaire avant leur commercialisation. La nature du matériel de fabrication des récipients de stockage est importante pour la conservation de leur qualité.

L'emballage est constitué par :

- des sacs de 50 kg, 70 kg
- des cartons pour les sucres en morceau de carré.

CHAPITRE -2- CAPACITE DE PRODUCTION ENVISAGE

SECTION-1-CAPACITE DE PRODUCTION DE L'UNITE DE FABRICATION

Par définition, la capacité de production correspond à la quantité qu'il est possible de produire techniquement.

La production des sucres dépend vraiment de la pureté des cannes à sucre qu'il doit être supérieure à 86 pour avoir des sucres blancs.

Le rendement à l'hectare varie de 100 à 150 tonnes des cannes.

L'entreprise estime qu'on a récolté de 266.787 tonnes des cannes en première année, plus précisément pendant la première récolte durant quatre mois.

Pour la recherche de l'évaluation globale de l'exportation, nous effectuons les calculs suivants :

- d'après l'enquête que j'ai effectuée, une tonne des cannes donne 0,08502 tonnes de sucre quelque soit la nature d'une machine utilisée.

Dans notre cas, l'entreprise utilise d'une grosse machine d'extraction industrielle. Cette machine doit réaliser des extractions par jour ; d'où le rendement journalier par jour donné par cette machine est de $1482,15 \text{ T} \times 0,08502 = 126,01$ tonnes des sucres par jour.

L'unité fonctionne 30j par mois pendant un semestre, alors le rendement annuel est évalué à $126,01 \text{ tonnes} \times 30 \times 6 = 22.681,80$ tonnes par an.

SECTION -2 - PROGRAMME DE PRODUCTION ET DE VENTE

2-1- PROGRAMME DE PRODUCTION

Le programme de production dans cette optique s'échelonne sur cinq ans.

Il est à noter qu' en principe une tonne de matière première (cannes) fournit quatre vingt cinq kilo de plus de tonnage de sucre (85 , 02kg).

En plus , un hectare de la terre bien labourée donne 100 à 150 tonnes de cannes à sucre suivant l' enquête que j' ai eu . Nous pouvons donc dresser le tableau suivant montrant notre programme de production sur cinq ans .

TABLEAU N° 03 : Plan de production pendant cinq ans

(Arrondir par excès)

ANNEES	Cannes à transformer / an / Tonne	Production des sucres / an
1	266.787	22.681
2	293.465,70	24 .951
3	352.158 ,84	29.941
4	412.608	35.080
5	412.608	35.080

D' après le tableau de calcul ,la production varie de 22.681 à 35.080 tonnes de 1sucre durant cinq années successives.

2-2-CHIFFRE D'AFFAIRES PREVISIONNELS ET DES VENTES

Il représente les chiffres d'affaires de l'unité sur cinq périodes.

L' analyse du prix de produit est le plus importante car elle nous permet d' établir une prévision sur le chiffre d' affaires en fonction de la qualité produite .

D'après la variation de prix sur la statistique des exportation depuis 2003 à 2004.

Chapitre III : ETUDE ORGANISATIONNELLE

Cette étude joue un rôle très important à la réalisation de projet. Elle conditionne la réussite du travail de l'exploitation et de l'organisation bien adaptée au projet.

SECTION - 1 – Organisation administrative

1.1- Organisation juridique.

Toutes sociétés désirant exercer une activité économique à Madagascar doivent le faire dans le cadre d'une société de droit malgache, dont le siège et les systèmes de gestion et de comptabilité sont établis à Madagascar. Le texte régissant la Société à Responsabilité Limitée (SARL) qui est l'une des formes les plus usitées dans le milieu économique Malagasy est la loi du 07 Mars 1925 et abrogé par la loi 2003-036 du 30 janvier 2004. Ce texte a pris source dans le droit français.

La procédure de création de société dépend du statut juridique.

Toutefois, les points essentiels sont :

- dépôt des statuts au tribunal de commerce ;
- immatriculation au registre de commerce au tribunal de commerce ;
- déclaration d'existence fiscale aux services fiscaux ;
- immatriculation statistique à l'INSTAT
- publicité dans l'annonce légale de la constitution de la société dans un journal quotidien ;
- déclaration d'existence au bureau des sociétés ;
- Formalité de prévoyance sociale à la CNaPS ;
- Formalité de médecine d'entreprise à l'OSIE.

1.2- Statut juridique

L'apport propre se détaille comme suit :

- Capital social : 200 000 000 AR

Ce compte courant du promoteur ne portera d'intérêt afin de ne pas obérer

l'exploitation, son remboursement interviendra après l'assortiment total de crédit à moyen terme.

SECTION - 2 – Organisation des Ressources Humaines

Gérant

Cette fonction est à la tête de l'entreprise, elle assure :

- L'élaboration de politique générale et des stratégies de l'unité ;
- La recherche de financement nécessaire ;
- L'harmonisation et la coordination des tâches ;
- La gestion des ressources humaines ;
- La gestion financière ;
- La bonne marche de l'unité ;
- Le statut sur les décisions d'achats et des ventes ;
- Les relations extérieures ;
- La coordination de tous les services de l'entreprise.

Service production

Ce service embrasse les tâches suivantes :

- Gestion d'exploitation ;
- Assistance technique ;
- Gestion des énergies ;
- Tenue des fiches de production ;
- Maintenance des matériels ;
- Approvisionnement des matières premières nécessaires ;
- Gestion de stock ;

Service administratif et financier

Ce service assure le fonctionnement concernant :

- La tenue de la comptabilité de l'unité ;
- Les déclarations fiscales et administratives ;
- Les paiements des diverses charges ;
- Les états financiers ;

- La gestion de trésorerie;

Service commercial

Il s'agit au niveau de :

- L'élaboration et l'assurance politique commercial ;
- La communication avec les circuits commerciaux ;
- La tenue de fiche de l'évaluation de marché ;
- Le contrôle de facturation ;
- La réalisation de toutes les études sur les besoins des consommateurs ;
- La conception et la mise en œuvre de la stratégie de communication globale de l'unité ;

2.1- Attribution du personnel

2.1.1 : - Gérant

Il assure la fonction de directeur décrite précédemment. Il doit être un meneur d'homme et ayant la capacité de négociation, de gestion et de connaissance technique minimum.

2.1.2 : - Personnel du service de production

- Un chef d'exploitation, responsable de la bonne marche de l'exploitation ;
- Trois agents assurant le contrôle de l'exploitation ;
- Deux techniciens supérieurs à maintenance et entretien ;

2.1.3 : - Personnel du service administratif et financier

- Une secrétaire comptable s'occupe de la comptabilité et du secrétariat. Elle doit avoir un diplôme supérieur en comptabilité, une bonne expérience en matière de comptabilité, une connaissance en informatique et une maîtrise en

français;

- Un planton se charge de la distribution des courriers ;
- Une femme de ménage effectue le nettoyage du bureau et des matériels utilisés ; elle assure l'hygiène ;
- Un gardien est responsable de la sécurité.

2.1.4 : - *Le personnel du service commercial*

Un responsable assume les fonctions citées ci-dessus ; il doit avoir un diplôme supérieur en Marketing et une bonne maîtrise en langues française et anglaise, ayant le sens de communication et de négociation.

SECTION - 3 – Gestion du personnel

3.1- Politique salariale

Cette rubrique détaille la rémunération du personnel de l'unité. La rémunération des ouvriers n'est pas incluse sous cette rubrique car ils sont déjà rémunérés dans le coût de production. Ils sont des saisonniers compte – tenue des calendriers de production et sont recrutés au fur et à mesure des besoins de l'unité. On peut donc passer dans tableau suivant les charges mensuelle du personnel permanent et les charges pour les cinq années successives.

Tableau n°4 Charges mensuelles du personnel en Ariary

POSTES	EFFECTIF	SALAIRE MENSUEL
Gérant	1	250 000
RAF	1	180 000
Responsable commercial	1	180 000
Responsable production	1	180 000
Contrôleur de production	3	150 000
Technicien supérieur	3	150 000
Comptable	1	150 000
Chauffeur	3	100 000
Femme de ménage	1	80 000
Sécurité	1	80 000
Total	16	1 500 000

D'après le tableau la charge mensuelle s'élève au 1 500 000 AR

Tableau n° 5 : Charge du personnel permanent

Postes	Salaire mensuel	Charge du personnel (Ar)				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Gérant	250 000	3 000 000	3 000 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
Resp. Admin. Fin	180 000	2 160 000	2 160 000	2 592 000	2 592 000	2 592 000
Resp. commercial	180 000	2 160 000	2 160 000	2 592 000	2 592 000	2 592 000
Resp. Commercial	180 000	2 160 000	2 160 000	2 592 000	2 592 000	2 592 000
Technicien supérieur	150 000	5 400 000	5 400 000	6 480 000	6 480 000	6 480 000
Contrôleur	150 000	5 400 000	5 400 000	6 480 000	6 480 000	6 480 000
Comptable	150 000	1 800 000	1 800 000	2 160 000	2 160 000	2 160 000
Chauffeur	100 000	3 600 000	3 600 000	4 320 000	4 320 000	4 320 000
Femme de ménage	80 000	960 000	960 000	1 152 000	1 152 000	1 152 000
Gardien	80 000	960 000	960 000	1 152 000	1 152 000	1 152 000
TOTAL	1 500 000	27 600 000	27 600 000	33 120 000	33 120 000	33 120 000
CNaPS 13%	0	3 588 000	3 588 000	4 305 600	4 305 600	4 305 600
OSTIE 5%	0	1 380 000	1 380 000	1 656 000	1 656 000	1 656 000
Coût de formation	0	150 000		150 000	0	150 000
TOTAL	0	32 718 000	32 568 000	39 231 600	39 081 600	39 231 600

A partir de la troisième année, il y a une augmentation de 20% (20% x salaire mensuel) x 12

SECTION - 4 – Organigramme à mettre en place

C'est la présentation de la structure interne de l'unité avec le titre et la position de chacun des membres. On y voit le rang qu'il occupe ; ce qu'il fait, de qu'il dépend et comment sont établis les liens de subordination

Cette partie a été consacrée aux différents processus de production pour la réalisation du projet et ce compte tenu des moyens mis en œuvre.

En fait, malgré la simplicité des installations, la capacité de production de l'unité assure le fonctionnement contenu de l'atelier.

En résumé, l'activité de transformation est au niveau pour satisfaire la clientèle.

TROISIEME PARTIE

« ETUDE FINANCIERE DU PROJET SELON LE PCG 2005 »

TROISIEME PARTIE : ETUDE FINANCIERE DU PROJET SELON PCG 2005

Chapitre I : MONTANT DES INVESTISSEMENTS ET LES COMPTES DE GESTION

Ce chapitre va nous consacrer d'une part, sur l'affectation des ressources nécessaires et l'acquisition des équipements d'exploitation de la centrale et d'autre part, sur la prévision des charges et produits générés par l'exploitation.

Pour ce faire, il nous faut voir successivement :

- Les investissements nécessaires (coût d'investissement) ;
- Les amortissements des immobilisations ;
- Le plan de financement ;
- Le tableau de remboursement des dettes ;
- Et enfin les comptes de gestion.

SECTION -1- Les investissements nécessaires

L'investissement est représenté par des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles (éléments de dépenses dont la durée de vie est supérieure à un an). Dans son aspect commun, il correspond à une dépense immédiate dont on attend des avantages futurs.

1.1. Les immobilisations incorporelles

En particulier, ils sont désignés par le frais de développement immobilisables qui fait partie des emplois à long terme de l'entreprise. Ils représentent la somme d'argent engagée par le promoteur à l'occasion de la création de cette unité d'exploitation. En effet, ces frais s'élèvent à 800 000 AR.

1.2. Les immobilisations corporelles

1.2.1. Le terrain

L'acquisition du terrain d'une surface à 50 ha s'avère nécessaire avant d'entamer l'activité. En effet, le montant de l'acquisition de ce terrain est fixé à 35 000 000

1.2.2. Les constructions

Le projet doit fabriquer trois bâtiments dont le premier est réservé à l'atelier de production, le

second au stockage des matériels, le troisième au bureau administratif. Le montant total de cette construction s'élève à 100 000 000 AR

1.2.3. Le matériel et outillage (équipement d'exploitation)

Ils sont formés par l'ensemble des machines industrielles nécessaire dans la production (Machine de sucrerie) dont le montant est de 208 800 000 AR

1.2.4. Les matériels de transport

Outre l'éloignement du site par rapport à la ville, le promoteur de ce projet doit approvisionner (en matière première et consommables) et pour assurer quelques besoins de personnel. C'est pour cela que le projet prévoit d'acquérir une voiture d'occasion utilitaire. Ce dernier est moins cher mais résistant. Et une autre voiture légère à la disposition du directeur et un camion marque Mercedes Type 1924 dont les sommes sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau n° 6 : Matériel de transport

Eléments	Quantité	Prix unitaire	Montant (Ar)
- Voiture 4 x 4	1	25 000 000	25 000 000
- Voiture légère	1	10 000 000	10 000 000
- Mercedes Type 1924	1	61 000 000	61 000 000
Total	3		96 000 000

Source : prix au marché (prix unitaire)

D'après ce tableau, le coût total de matériel de transport s'élève à 96 000 000 AR.

1.2.5. Les agencements, aménagements et installations

Ce sont le frais pour les installations techniques des matériels de production et des aménagements pour l'avancement des travaux. Le total est de 1 200 000 AR.

1.2.6. Les matériels et mobiliers de bureau

Le matériel et mobilier de bureau est des biens meubles pour équiper le bureau administratif, salle de réunion, qui s'élève à 1 520 000 AR.

Tableau n° 7 : Liste des matériels et mobiliers de bureau

Eléments	Quantité	Prix unitaire	Montant (AR)
- Table de bureau	6	70 000	420 000
- Chaise	25	12 000	300 000
- Armoire	5	160 000	800 000

Total			1 520 000
--------------	--	--	------------------

Source : prix au marché (Prix unitaire)

Ce tableau nous présente le prix unitaire de chaque matériel à acheter pour le bureau

1.2.7. Le matériel informatique

Le matériel informatique est des biens dotés d'une récente technologie ce qui facilite et simplifie tous les traitements des données surtout la comptabilisation des flux de la société.

Tableau n°8 : Matériel informatique

Eléments	Quantité	Prix unitaire	Montant (AR)
- Micro-ordinateur avec Onduleur	5	1 160 000	5 800 000
- Imprimante	2	150 000	300 000
- Photocopieuse	2	2 000 000	4 000 000
- Scanner	3	100 000	300 000
Total			10 400 000

Source : prix au marché (prix unitaire)

Ce tableau nous montre le prix unitaire de matériel informatique nécessaire pour la société. Et le coût total de ces matériels s'élève à 10 400 000 Ar.

Tableau n° 9 : Tableau de récapitulation des immobilisations

Désignations	Durée année	Montant
Immobilisations incorporelles		
- Frais de développement immobilisables	5	800 000
Immobilisations corporelles		
- Terrain (Ha)		35 000 000
- Construction	20	100 000 000
- Matériel et outillage	10	208 800 000
- Matériels de transport	10	96 000 000
- AAI	5	1 200 000
- MMB	10	1 520 000
- Matériel informatique	5	10 400 000
TOTAL		453 720 000

Ce tableau nous présente le total des immobilisations du projet qui s'élève à 453 720 000 Ar. Ce montant sera réalisé par des apports personnels et des crédits au sien d'une banque nationale pour mener à bien la réalisation de ce projet.

SECTION – 2- Les amortissements des immobilisations

L'amortissement est la constatation comptable d'une dépréciation réalisée (ou prévue) périodiquement sur la durée de vie d'un équipement (ou toute autre immobilisation).

Le principe de la constitution des amortissements est la récupération des fonds investis lors de l'acquisition des immobilisations. Il est un moyen permettant d'acquérir un nouveau matériel en remplacement au bout de certain moment.

Donc, la politique d'amortissement constitue un instrument privilégié de la défense du capital et de sa croissance, et consiste à assurer le renouvellement du capital.

Pour la constitution de ces amortissements, on utilisera la méthode d'amortissement linéaire dans tout type de matériel.

La formule de l'amortissement linéaire est :

Avec : $A_n = \text{annuité de l'année } n.$ $A_n = \frac{V.A \times t}{\text{les}}$
 annuités étant constantes)

V.A = valeur de l'investissement ou d'acquisition

t = taux de l'amortissement (Les taux sont simplement calculés par le rapport 1/durée)

- V.N.C = V.A - A.C
- V.N.C = Valeur net comptable
- A C= Amortissement Cumulé

2.1. Amortissement d'immobilisation incorporelle

2.1.1. Amortissement de frais de développement immobilisables

Valeur d'acquisition = 800 000 AR ; Durée de vie = 5 ans ; Taux d'amortissement =20%

Tableau n°10 : Amortissement de frais de développement immobilisables

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amortissement Cumulé	V N C

Année 1	800 000	160 000	160 000	640 000
Année 2	800 000	160 000	320 000	480 000
Année 3	800 000	160 000	480 000	320 000
Année 4	800 000	160 000	640 000	160 000
Année 5	800 000	160 000	800 000	0

Source : calcul personnel du promoteur

Les frais de développements sont à amortir sur 5 ans. D'où l'amortissement annuel s'élève à 160 000 AR d'après le tableau ci-dessus.

2.2. Amortissement d'immobilisation corporelle

2.2.1. Amortissement de construction (bâtiment)

Valeur d'acquisition = 100 000 000 AR ; Durée = 20 ans ; Taux d'amortissement = 5%

Tableau n°11 : Amortissement de construction (bâtiment)

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amortissement Cumulé	V N C
Année 1	100 000 000	5 000 000	5 000 000	95 000 000
Année 2	100 000 000	5 000 000	10 000 000	90 000 000
Année 3	100 000 000	5 000 000	15 000 000	85 000 000
Année 4	100 000 000	5 000 000	20 000 000	80 000 000
Année 5	100 000 000	5 000 000	25 000 000	75 000 000
Année 6	100 000 000	5 000 000	30 000 000	70 000 000
Année 7	100 000 000	5 000 000	35 000 000	65 000 000
Année 8	100 000 000	5 000 000	40 000 000	60 000 000
Année 9	100 000 000	5 000 000	45 000 000	55 000 000
Année 10	100 000 000	5 000 000	50 000 000	50 000 000

Source : calcul propre du promoteur

Le bâtiment du magasin, de bureau et l'atelier d'exploitation a une durée de vie moyenne de 20 ans. D'après ce tableau, le montant d'amortissement annuel s'élève à 5 000 000 AR.

2.2.2. Amortissement de matériel et outillage

Valeur d'acquisition = 208 800 000 Ar ; Durée de vie = 10 ans ; Taux = 10%

Tableau n°12: Amortissement de matériel et outillage (équipements d'exploitation)

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amorti Cumulé	V N C
Année 1	208 800 000	20 880 000	20 880 000	187 920 000
Année 2	208 800 000	20 880 000	41 760 000	167 040 000
Année 3	208 800 000	20 880 000	62 640 000	146 160 000
Année 4	208 800 000	20 880 000	83 520 000	125 280 000
Année 5	208 800 000	20 880 000	104 400 000	104 400 000
Année 6	208 800 000	20 880 000	125 280 000	83 520 000
Année 7	208 800 000	20 880 000	146 160 000	62 640 000

Année 8	208 800 000	20 880 000	167 040 000	41 760 000
Année 9	208 800 000	20 880 000	187 920 000	20 880 000
Année10	208 800 000	20 880 000	208 800 000	0

Source : calcul propre du promoteur

D'après ce tableau, la valeur d'origine des équipements d'exploitation est de 208 800 000 AR et amortissable pendant 10 Ans. La valeur d'amortissement annuel s'élève à 20 880 000 AR.

2.2.3. Amortissement de matériel de transport

Le matériel de transport est une immobilisation amortissable dans 10 ans, le montant de l'amortissement s'élève à 9 600 000 AR chaque année. Le taux d'amortissement est de 10% .

.Tableau n°13 : Amortissement du matériel de transport

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amortissement Cumulé	V N C
Année 1	96 000 000	9 600 000	9 600 000	86 400 000
Année 2	96 000 000	9 600 000	19 200 000	76 800 000
Année 3	96 000 000	9 600 000	28 800 000	67 200 000
Année 4	96 000 000	9 600 000	38 400 000	57 600 000
Année 5	96 000 000	9 600 000	48 000 000	48 000 000
Année 6	96 000 000	9 600 000	57 600 000	38 400 000
Année 7	96 000 000	9 600 000	67 200 000	28 800 000
Année 8	96 000 000	9 600 000	76 800 000	19 200 000
Année 9	96 000 000	9 600 000	86 400 000	9 600 000
Année10	96 000 000	9 600 000	96 000 000	0

Source : calcul propre du promoteur

Ce tableau nous montre que le montant d'amortissement annuel s'élève à 9 600 000 AR.

2.2.4. Amortissement des aménagements, agencements et Installations

L'A A I, comme les autres immobilisations, ouvre droit à l'amortissement. Il déprécie au cours du temps. Le montant de l'amortissement est donné par le tableau ci-après :

Tableau n°14: Amortissement des aménagements, agencements et installations

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amorti Cumulé	V N C
Année 1	1 200 000	240 000	240 000	960 000
Année 2	1 200 000	240 000	480 000	720 000
Année 3	1 200 000	240 000	720 000	480 000
Année 4	1 200 000	240 000	960 000	240 000
Année 5	1 200 000	240 000	1 200 000	0

Source : calcul propre du promoteur

D'après ce tableau, la valeur d'origine des aménagements, agencements et installations est de 1 200 000 Ar et amortissable pendant 5 Ans avec un taux d'amortissement de 20%. La valeur d'amortissement annuel s'élève à 240 000 Ar.

2.2.5. Amortissement de matériel et mobilier de bureau

Le matériel et mobilier de bureau sont amortissables dans 10 ans. La valeur de ces

immobilisations s'élève à 1 520 000 Ar.

Tableau n°15 : Amortissement de matériel et mobilier de bureau

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amortis Cumulé	V N C
Année 1	1 520 000	152 000	152 000	1 368 000
Année 2	1 520 000	152 000	304 000	1 216 000
Année 3	1 520 000	152 000	456 000	1 064 000
Année 4	1 520 000	152 000	608 000	912 000
Année 5	1 520 000	152 000	760 000	760 000
Année 6	1 520 000	152 000	912 000	608 000
Année 7	1 520 000	152 000	1 064 000	456 000
Année 8	1 520 000	152 000	1 216 000	304 000
Année 9	1 520 000	152 000	1 368 000	152 000
Année 10	1 520 000	152 000	1 520 000	0

Source : calcul propre du promoteur

D'après ce tableau, la valeur d'amortissement annuel s'élève à 152 000 Ar au taux d'amortissement de 10%.

2.2.6. Amortissement de matériel informatique

Le matériel informatique est à amortir sur 5 ans. D'où l'amortissement annuel s'élève à 2 080 000 Ar. A partir de l'année 5, le projet doit acquérir à nouveau de matériel informatique. Parce que l'ancien matériel est déjà amorti avant cette période.

Tableau n°16 : Amortissement du matériel informatique

Année	Valeur d'acquisition	Annuité	Amortis Cumulé	V N C
Année 1	10 400 000	2 080 000	2 080 000	8 320 000
Année 2	10 400 000	2 080 000	4 160 000	6 240 000
Année 3	10 400 000	2 080 000	6 240 000	4 160 000
Année 4	10 400 000	2 080 000	8 320 000	2 080 000
Année 5	10 400 000	2 080 000	10 400 000	0

Source : Calcul propre du promoteur

Tableau n° 17: Tableau de récapitulation des amortissements

Immobilisations	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Frais d'établissement	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
Construction	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Matériel et outillage	20 880 000	20 880 000	20 880 000	20 880 000	20 880 000
Matériel de transport	9 600 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000
A A I	240 000	240 000	240 000	240 000	240 000
MMB	152 000	152 000	152 000	152 000	152 000
Matériel Informatique	2 080 000	2 080 000	2 080 000	2 080 000	2 080 000
TOTAL	38 112 000				

D'après ce tableau, nous avons remarqué que le total de l'amortissement annuel qui est égal à 38 112 000 Ar reste toujours constant pendant les 5 années d'exercice.

SECTION – 3 - Le plan de financement

Cette section permet de diviser la réalité du projet du point de vue financier, sa capacité à financier ses emplois stables. Le plan de financement dont nous venons d'expliquer est non seulement un investissement de trésorerie mais surtout un outil que la banque et les investisseurs reposent ses confiances.

3.1. Le fonds de roulement initial

Pour faire démarrer l'activité, l'entreprise doit disposer une somme importante pour financier les ressources permanentes que l'on appelle aussi actifs courant. Cette somme représente donc le fonds de roulement initial ou le besoin de financement du cycle d'exploitation initialement présent pour l'année considéré ; en plus, il mesure la liquidité de l'entreprise en question à couvrir les charges durant la période de démarrage du projet. Les éléments constitutifs du fonds de roulement sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°18 - Fonds de roulement initial

Charges	Montant (en Ar)
- Les fournitures consommables	225 000
- les charges externes	1 065 000
- L'impôts et taxes	40 000
- Les charges de personnel	16 359 000
Total	17 689 000

Source : évaluation propre du promoteur

Le montant total des charges au démarrage est estimé à 17 689 000 Ar.

3.2. L'imprévu

Au moment de l'établissement des investissements, c'est-à-dire avant la période de démarrage, le montant des charges d'exploitation ou encore le fonds de roulement pourrait augmenter en fonction des événements survenus. Par exemple l'augmentation des prix en fonction du temps ou du lieu d'achat. C'est ainsi que né l'imprévu parce qu'il ne faut pas perturber le fonctionnement normal du projet. Et au-delà de la première année, le promoteur s'habitue puisque ce premier exercice donne une base des données nécessaires pour l'année suivante et ainsi de suite.

Nous avons fixé l'imprévu à 5% du montant de fonds roulement initial pour cette année d'exercice. Ce montant est incorporé dans le tableau récapitulatif des investissements suivant :

Tableau n°19: Récapitulation des investissements

Désignation	Montant (en Ar)
- Immobilisation	453 720 000
- F R I	17 689 000
- Prévision (5% de FRI)	884 450
Total	472 293 450

Source : évaluation propre du promoteur

Ce tableau nous montre que les frais nécessaires au démarrage de l'exploitation de l'entreprise seront donc de 472 293 450 Ar.

3.3. Le tableau de plan de financement

En fait, pour couvrir les besoins financiers du projet, le promoteur n'a que deux modes de financement. D'une part, le financement interne ou par fonds propre et d'autre part, le financement externe ou par emprunts.

3.3.1. Le financement interne

Il constitue les ressources que l'entreprise doit se procurer de façon autonome. Ces ressources ont pour origines des apports effectués par les actionnaires du projet dont au moment de la constitution de l'entreprise le promoteur devrait faire appel. Les apporteurs du projet sont limités par le statut juridique (au plus 10 actionnaires) et doivent constituer les 41,60% des investissements déterminés au début de l'exercice.

3.3.2. Le financement par emprunts

Le fonds propre de l'entreprise n'arrive pas à financer la totalité des investissements que 41,10% mais certains besoins doivent être assurés dans le long terme.

C'est la raison pour laquelle que le promoteur ait bien prévu de recourir auprès des institutions financières pour contracter des emprunts. Ainsi, la collaboration étroite avec une banque (BNI crédit lyonnais) nous permet d'emprunter les 58,90% des investissements au début de l'exercice

Tableau n° 20 : Tableau des emplois et des ressources

ACTIFS NON COURANTS	MONTANT	CAPITAUX PROPRES	MONTANT
- Immobilisations	453 720 000	- Capital social	200 000 000
ACTIFS COURANTS		PASSIFS NON COURANTS	
- Trésorerie (banque)	18 573 450	- Emprunts à LMT	272 293 450

TOTAL	472 293 450	TOTAL	472 293 450
--------------	--------------------	--------------	--------------------

Source : estimation propre du promoteur

En somme, les investissements s'élèvent à 472 293 450 Ar dont 453 720 000 Ar seulement d'immobilisations, le solde a constitué le fonds nécessaire au démarrage.

Les capitaux propres s'élèvent au total à 472 293 450 Ar dont 200 000 000 Ar versés initialement par les actionnaires. Le solde des capitaux soit 272 293 450 Ar, a été obtenu auprès d'une banque nationale à un taux d'intérêt inférieur ou égal à 25% par an.

Tableau n° 21: Plan de financement

LIBELLES	TOTAL	APPORT PERSONNEL		CREDIT A DEMANDER
		NATURE	NUMERAIRE	
Frais d'établissements	800 000		800 000	
Terrains (m ²)	35 000 000	35 000 000		
Constructions	100 000 000	20 000 000	60 000 000	20 000 000
Matériel et outillage	208 800 000		20 000 000	188 800 000
Matériels de transport	96 000 000		55 000 000	41 000 000
AAI	1 200 000		1 200 000	
MMB	1 520 000		1 520 000	
Matériel informatique	10 400 000		6 480 000	3 920 000
Trésorerie (espèces)	18 573 450			18 573 450
TOTAL	472 293 450	55 000 000	145 000 000	272 293 450
	472 293 450	200 000 000		272 293 450
POURCENTAGE	100%	41%		59

SECTION – 4 - Tableau de remboursement des dettes

L'emprunt, c'est la ressource extérieure, qui joue encore un rôle important dans les entreprises, par l'intermédiaire du système bancaire. Nous sommes concernés ici par les emprunts à moyen et à long terme.

Maintenant, on va consacrer sur le mode de remboursement des emprunts contractés. Ce remboursement donne lieu à l'établissement de contrat prévoyant les conditions de remboursement des emprunts et stipulant le paiement des charges financières ou intérêt comme contre partie. En effet, le remboursement des charges financières est compris dans l'annuité

En outre, le montant de l'intérêt s'obtient par l'application du taux de négoce avec la banque fixé à 25% quelque soit le montant du capital restant dû.

- Périodicité = annuelle
- Durée de remboursement = 5 ans

$$A = C \times \frac{i}{1 - (1+i)^{-n}}$$

Le tableau de remboursement de dettes fait état des coûts des emprunts qui représentent les charges financières supportées par chaque exercice.

Le prêt dure 5 ans et le premier remboursement aura lieu à la fin de la première année. Le taux d'intérêt s'élève à 25%.

Ce tableau se présente un double intérêt

- Il est indispensable pour tous nos comptes de gestion,
- Il est un outil indispensable pour les emprunteurs de s'assurer le retour de son emprunt, pendant les cinq (05) exercices, le paiement sera effectué par annuité constante dont la valeur est donnée par la formule suivante :

A : annuité

c : montant de l'emprunt

i : taux d'intérêt appliqué

n : durée de remboursement

L'annuité est décomposée en :

- La charge financière (intérêt du capital non remboursé)
- L'amortissement (partie de l'emprunt remboursé à chaque échéance)

Le tableau qui suit montre le plan de remboursement de l'emprunt. On y trouve le capital restant du en fin de période.

Le montant de l'emprunt s'évalue à 273.293.450 Ar avec un taux d'intérêt de 25%.

0,25

D'où l'annuité : $273.293.450 \times$

$1 - (1 + 0,25)^{-5}$

Tableau n°22: Tableau de remboursement des dettes

Année	Capital au début de la période (A)	Annuité (B)	Intérêt C= A x 25%	Amortissement D = B - C	Capital en fin de période E = A - D
1	273 293 450	101 251 431	68 073 363	33 178 068	
2	239 115 382	101 251 431	59 778 845	41 472 585	197 642 796
3	197 642 796	101 251 431	49 410 699	51 840 732	
4	145 802 064	101 251 431	36 450 516	64 800 915	
5	81 001 149	101 251 431	20 250 287	81 001 149	
TOTAL		506 257 155	233 963 710	272 293 450	

Source : calcul propre du promoteur

D'après le tableau de calcul, l'emprunt à moyen et long terme contracter par le projet d'un montant de 273 293 450 Ar est remboursable par l'Annuité constant pendant cinq ans au taux d'intérêt de 25%.

SECTION -5- Les comptes de gestion

Ils regroupent les charges et les produits exécutées par l'entreprise durant l'exercice. Ils facilitent alors l'établissement des comptes de résultat et également l'élaboration du plan de trésorerie de l'exercice.

5.1. Compte de charges (charges des activités ordinaires en Ariary)

5.1.1. Les fournitures consommables

Les achats des fournitures consommables augmentent d'une année à l'autre due à l'accroissement de la demande en matériels d'entretien et de magasin. Parce que la meilleure production et le bon fonctionnement des machines dépendent de la bonne entretient périodique des matériels et des installations.

Tableau n°23 : Fournitures consommables

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Produits d'entretien	80 000	88 000	96 800	106 480	117 128
Fournitures d'atelier	120 000	132 000	145 200	159 720	175 692
Fournitures de magasin	100 000	110 000	121 000	133 100	146 410

Fournitures de bureau	150 000	165 000	181 500	199 650	219 615
Total	450 000	495 000	544 500	598 950	658 845

Source : Estimation propre du promoteur

Les approvisionnements en fournitures consommables sont estimés à 450 000 Ar et à 658 845 Ar de la première à la cinquième année d'exploitation. Chaque année, le montant de l'approvisionnement augmente de 10% en moyenne.

5.1.2. Les charges externes

Elle comprennent l'entretien, réparations et maintenance, l'assurance, la publicité, les frais postaux et de télécommunication et les divers charges extérieur.

Tableau n°24 : Charges externes

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
E R M	500 000	550 000	605 000	665 500	732 050
Assurances	400 000	440 000	484 000	532 400	585 640
Publicité	200 000	220 000	242 000	266 200	292 820
R D T	250 000	275 000	302 500	332 750	366 025
D C E	780 000	858 000	943 800	1 038 180	1 141 998
Total	2 130 000	2 343 000	2 577 300	2 835 030	3 118 533

Source : estimation propre du promoteur

Les charges externes sont estimées à 2 130 000 Ar et à 3 118 533 Ar de la première à la cinquième année d'exploitation. En générale, elles augmentent de l'ordre de 10% par an.

5.1.3. Impôts et taxes

Ils sont constitués par l'impôt Foncier sur les Propriétés Bâties, la taxe professionnelle et la vignette automobile.

Tableau n°25 : Impôts et taxes

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
I F P B	40 000	44 000	48 400	53 240	58 564
Taxe professionnelle	30 000	33 000	36 300	39 930	43 923
Vignette automobile	10 000	11 000	12 100	13 310	14 641
Total	80 000	88 000	96 800	106 480	117 128

Source : estimation propre du promoteur

L'IFPB couvre le bâtiment occupé par le personnel et est estimé à 40 000 Ar à l'année 1 et une augmentation de 10% par an est prévue pendant la durée du projet. Les autres rubriques augmentent aussi de 10% en moyenne par an.

5.1.4. Charges du personnel

On sait déjà que l'unité occupe 14 personnes y compris le gérant au début du projet et cet effectif est maintenu jusqu'à l'année 5. Mais le total des charges salariales avec les charges patronales et le coût de formation sont de l'ordre croissantes.

Tableau n°26: Charges de personne

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Charges salariales	32 718 000	32 568 000	39 231 600	39 081 600	39 231 600
Total	32 718 000	32 568 000	39 231 600	39 081 600	39 231 600

Source : charge annuelle du personnel

5.1.5. Charges financières

Les charges financières sont l'ensemble des remboursements des dettes financières (intérêt des emprunts). Le taux d'intérêt est estimé à 25% l'an. Ces charges diminuent progressivement d'une année à l'autre.

Tableau n°27 : Charges financières

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Charges d'intérêt	68 073 363	61 266 026	54 458 690	47 651 354	40 844 018
Total	68 073 363	61 266 026	54 458 690	47 651 354	40 844 018

Source : tableau de remboursement des dettes

5.1.6. Dotations aux amortissements

Ils représentent l'ensemble des amortissements des matériels et demeurent constant.

Tableau n°28 : Dotations aux amortissements

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
DAP	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000
Total	38 112 000				

Source : tableau de récapitulation des amortissements (tableau n°31)

Tableau n°29: Récapitulation de compte des charges

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Fournitures	450 000	495 000	544 500	598 950	658 845

CHAPITRE II : ETUDE DE FAISABILITE ET ANALYSE DE RENTABILITE DU PROJET

Au cours de ce chapitre, les différents états prévisionnels pendant les 5 années d'exercice seront établis.

Ce sont :

- Le compte de résultat prévisionnel ;
- Le flux de trésorerie ;
- Et les bilans prévisionnels.

Maintenant, nous allons analyser si l'activité de l'unité permet de dégager de profit satisfaisant, compte tenu des différentes charges supportées par l'exercice.

SECTION -1- Le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel fournit une synthèse de l'activité pendant une période donnée. Pour ce faire, il faut regrouper et découper les opérations réalisées par l'entreprise dans le but d'avoir une récupération de cette activité.

Tableau n°32 : Compte de résultat prévisionnel par nature (en Ariary) initié par le promoteur

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Chiffre d'affaires (a)	236 940 000	263 383 800	291 772 734	322 301 236	355 183 181
Production stockée (b)	0	0	0	0	0
Production immobilisée (c)	0	0	0	0	0
I – Production de l'exercice (a) + (b) + (c)	236 940 000	263 383 800	291 772 734	322 301 236	355 183 181
Achats consommés (d)	450 000	495 000	544 500	598 950	658 845
Services extérieurs et autres consommations (e)	2 130 000	2 343 000	2 577 300	2 835 030	3 118 533
II – Consommation de l'exercice (d) + (e)	2 580 000	2 838 000	3 121 800	3 433 980	3 777 378
III – Valeur ajoutée d'exploitation (I) - (II)	234 360 000	260 545 800	288 650 934	318 867 256	351 405 803
Charges de personnel (f)	32 718 000	32 568 000	39 231 600	39 081 600	39 231 600
Impôts, taxes et versement assimilés (g)	80 000	88 000	96 800	106 480	117 128
IV – Excédent brut d'exploitation (III) - (f) - (g)	201 562 000	227 889 800	249 322 534	279 679 176	312 057 075
Autres produits opérationnels (h)	0	0	0	0	0
Autres charges opérationnelles (i)	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements (j)	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000
Reprise sur provisions et pertes de valeur (k)	0	0	0	0	0
V - Résultat opérationnel (IV) + (h) - (i) - (j) + (k)	163 450 000	189 777 800	211 210 534	241 567 176	273 945 075
Produits financiers (l)	0	0	0	0	0
Charges financières (m)	68 073 363	61 266 026	54 458 690	47 651 354	40 844 018
VI - Résultat financier (l) - (m)	-68 073 363	-61 266 026	-54 458 690	-47 651 354	-40 844 018
VII – Résultat avant impôts (V) + (VI)	95 376 638	128 511 774	156 751 844	193 915 822	233 101 058
Impôts exigibles sur résultats (n = VII x 30 %)	0	0	0	58 174 747	69 930 317
Total des produits des activités ordinaires (o)	236 940 000	263 383 800	291 772 734	322 301 236	355 183 181
Total des charges des activités ordinaires (p)	141 563 363	134 872 026	135 020 890	128 385 414	122 082 124
VIII – Résultat net des activités ordinaires (o) - (p)	95 376 638	128 511 774	156 751 844	193 915 822	233 101 058
IX - Résultat extraordinaire	0	0	0	0	0
X - Résultat net de l'exercice (VIII) - (n)	95 376 638	128 511 774	156 751 844	135 741 076	163 170 740

Permet une analyse plus complète de l'activité de l'entreprise puisqu'il met en évidence les indicateurs qui justifient l'apport de l'entreprise envers les tiers ainsi que la formation du résultat.

Donc, on va voir successivement l'évolution des différents postes du compte de résultat :

Premièrement, la production de l'exercice, elle ne concerne que les entreprises industrielles ou entreprises de service. Le projet en fait partie. Elle représente l'ensemble des productions vendues et les productions stockées. Dans ce projet, toutes les productions qui sont fonction des besoins des consommateurs sont vendues. Elle n'effectue pas, en effet de stock.

On constate que la production augmente chaque année en comptant la production de l'exercice de l'année de démarrage du projet. L'unité bénéficie d'une hausse de production de 12% en deuxième année. Les années suivantes jusqu'à l'année 5 restent en augmentation respective de 10% en valeur par rapport à l'année précédente. Au total donc, au cours des 5 années d'activité, l'unité affiche une progression de production de 50%.

Deuxièmement, la valeur ajoutée qui est la richesse générée par le facteur de travail et le facteur capital. Elle est obtenue par la différence entre le total du montant de la production de l'exercice et la valeur de la consommation de l'exercice.

La partie de la valeur ajoutée servira à l'entreprise de compenser les impôts et taxes, les charges relatives au personnel, les charges financières et les amortissements.

On constate que même si les charges de consommation de l'exercice connaissent une augmentation de 10%, les valeurs ajoutées au cours des 5 premières années sont toujours positives.

Troisièmement, l'EBE, c'est un indicateur de performance industrielle et commerciale. Il est obtenu par le somme du montant de la VA et des subventions d'exploitation après déduction des impôts et taxes, et les charges du personnel.

Ici, l'unité ne bénéficie pas de subvention d'exploitation. Il est, en effet, calculé à partir de ces trois éléments restants. L'EBE du projet accroisse progressivement tout au long de sa vie.

Cela veut dire que la maintenance et le développement des outils de production et la rémunération des capitaux investis sont assurés.

Quatrièmement, le résultat opérationnel, c'est la différence de l'EBE et les dotations aux amortissements. Au cours des 5 premières années de l'activité, l'évolution du résultat opérationnel est présentée par ce tableau. Comme l'EBE, le résultat opérationnel augmente au cours de 5 années, il progresse de 68%.

Cinquièmement, le résultat financier, c'est la différence entre les produits financiers et les charges financières. L'unité n'effectue aucun produit financier. Elle doit, en revanche, solder de ses charges financières annuelles. Par conséquent, le résultat financier est toujours négatif d'une année à l'autre.

Sixièmement, le résultat extraordinaire, c'est la différence entre les produits des activités extraordinaires et les charges des activités extraordinaires. Aucun produit extraordinaire, ni charge extraordinaire ne sont apparus au cours des 5 années d'exercice. Par conséquent, le résultat extraordinaire reste nul de l'année 1 jusqu'à l'année 5.

Septièmement, le résultat avant impôts, c'est la somme du résultat opérationnel, du résultat financier et du résultat extraordinaire. Les résultats au cours des 5 années d'exercice sont bénéficiaires. Il y a une progression de 144,40% de l'année 5 par rapport à la première année du projet.

Huitièmement, le résultat net de l'exercice, c'est la différence entre le résultat avant impôts et l'IBS. Après la soustraction de l'IBS, les résultats nets au cours des 5 années sont toujours positifs. Le résultat final de chaque exercice est donc bénéficiaire.

SECTION- 2- Flux de Trésorerie

La trésorerie est un outil pour l'entreprise permettant à une analyse dynamique fonctionnelle des ressources et des emplois. Elle permet aussi de connaître le niveau de capacité de remboursement de l'unité.

La trésorerie de l'entreprise est déterminée par les flux d'encaissement et de décaissement relevant d'opérations à long terme et à court terme suivant le tableau ci-après

Tableau n°33 : Tableau des flux de trésorerie (méthode directe) initié par le promoteur

Désignation	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Flux de trésorerie liée aux activités opérationnelles						
Encaissement reçus au client		236 940 000	263 383 800	291 772 734	322 301 236	355 183 181
Sommes versés aux fournisseurs et au personnel		35 378 000	35 494 000	42 450 200	42 622 060	43 126 106
Intérêts et autres frais financiers payés		68 073 363	61 266 026	54 458 690	47 651 354	40 844 018
Impôts sur les résultats payés (I.B.S.)		0	0	0	58 174 747	69 930 317
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		133 488 638	166 623 774	194 863 844	173 853 076	201 282 740
Flux de trésorerie lié à des événements extraordinaires		0	0	0	0	0
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		133 488 638	166 623 774	194 863 844	173 853 076	201 282 740
Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement	462 293 450					
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	443 720 000	0	0	0	0	0
Dividendes et autres distributions effectués		80 000 000	110 000 000	135 000 000	125 000 000	145 000 000
Remboursements des emprunts ou d'autres dettes assimilés		27 229 345	27 229 345	27 229 345	27 229 345	27 229 345
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		107 229 345	137 229 345	162 229 345	152 229 345	172 229 345
Variation de trésorerie de la période (A+B+C)	18 573 450	26 259 293	29 394 429	32 634 499	21 623 731	29 053 395
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		18 573 450	26 259 293	29 394 429	32 634 499	21 623 731
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture de l'exercice		44 832 743	74 227 171	106 861 670	128 485 401	157 538 796
Variation de trésorerie de la période	18 573 450	26 259 293	29 394 429	32 634 499	21 623 731	29 053 395

Figure 5 : *Evolution de la trésorerie*

Ce graphe nous montre que la trésorerie de l'entreprise est toujours positive durant les dix années d'activité. Elle progresse d'une façon plus significative.

Ces tableaux regroupent les opérations des encaissements et des décaissements correspondant à l'activité de l'entreprise. Les encaissements sont déterminés à partir du budget de vente. Tandis que, les décaissements sont déterminés à partir des opérations d'exploitation (achats, charges de personnel, TVA, etc....) et des opérations hors cycle (remboursement des emprunts, IBS, etc.).

En premier lieu, il est à noter que nous ne tenons pas compte dans les décaissements les dotations aux amortissements car celles-ci ne sont pas des charges décaissées.

En second lieu, la situation nette de trésorerie est largement positive, cela veut dire que d'un exercice à l'autre, le FRNG est supérieur au BFRNG et la différence fait apparaître le solde de trésorerie. Le cumul de ce solde constitue la disponibilité qui nous permet de couvrir sans difficultés les dettes arrivées à l'échéance.

D'après ce tableau, on constate que l'entreprise a toujours une trésorerie positive sur 5 ans. La situation de la trésorerie durant les 3 premières années affiche une augmentation de 12% en moyenne par an. La trésorerie de l'année 4 accuse une diminution de 34% suite au paiement de l'IBS.

En conclusion, on peut dire que l'entreprise possède un excédent de liquidité financière, et ce projet est rentable.

SECTION- 3- Les bilans prévisionnels

L'unité établie à chaque fin d'année un compte de bilan. Un compte de bilan est un état financier qui permet de connaître la situation du patrimoine de l'unité à la date de clôture de l'exercice. Chaque fin d'exercice qui est ici l'année, la situation patrimoniale et financière de l'entreprise s'améliore. Le bilan de l'exercice nous donne cette situation dont son établissement fait l'objet de découvrir l'origine des ressources de l'entreprise et ces emplois. Le bilan de départ et les bilans prévisionnels de l'unité pendant 5 années sont présentés dans les tableaux suivants :

Tableau n°34: Bilan de départ

ACTIF	MONTANT BRUT	PASSIF	MONTANT BRUT
ACTIFS NON COURANTS		CAPITAUX PROPRES	
Les immobilisations incorporelles		- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	- Report à nouveau	
Immobilisations corporelles		PASSIFS NON COURANTS	
- Terrains (Ha)	35 000 000	- Emprunts et dettes financières	272 293 450
- Constructions	100 000 000		
- Matériel et outillage (équipements d'exploitation)	208 800 000	PASSIFS COURANTS	
- Matériels de transport	96 000 000	- Dettes court terme	
- Agencements , aménagements, installations	1 200 000	- Fournisseurs et comptes rattachés	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	- Autres dettes	
- Matériel informatique	10 400 000		
ACTIFS COURANTS			
- Trésorerie	18 573 450		
TOTAL DES ACTIFS	472 293 450	TOTAL DES PASSIFS	472 293 450

Source : Estimation propre du promoteur

D'après ce tableau, l'actif représente l'ensemble des emplois effectués par l'entreprise, ayant conservé une valeur au sein de son patrimoine. Cet ensemble est divisé en 3 catégories dont les immobilisations incorporelles, corporelles et la trésorerie.

Le passif représente l'ensemble des ressources obtenues et utilisées par l'entreprise depuis sa création. On distingue différents types de ressources à savoir les capitaux propres, les emprunts à LMT et les dettes à court terme.

Tableau n°35 : Bilan de l'année 1

ACTIF	Montant Brut	Amortissement	Montant net	PASSIF	Montant
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Les immobilisations incorporelles				- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	160 000	640 000	- Report à nouveau	2 497 025
				- Réserve légale	4 768 832

Immobilisations corporelles				- Réserve facultative	8 110 781
- Terrains (Ha)	35 000 000		35 000 000		
- Constructions	100 000 000	5 000 000	95 000 000	PASSIFS NON COURANTS	
- Matériel et outillage (équipements d'exploitation)	208 800 000	20 880 000	187 920 000	- Emprunts et dettes financières	245 064 105
- Matériels de transport	96 000 000	9 600 000	86 400 000		
- Agencements aménagements, installations	1 200 000	240 000	960 000	PASSIFS COURANTS	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	152 000	1 368 000	- Dettes court terme	
- Matériel informatique	10 400 000	2 080 000	8 320 000	- Fournisseurs et comptes rattachés	
- Autres immobilisations				- Autres dettes	
ACTIFS COURANTS					
- Trésorerie	44 832 743		44 832 743		
TOTAL DES ACTIFS	498 552 743	38 112 000	460 440 743	TOTAL DES PASSIFS	460 440 743

Source : Estimation propre du promoteur

Le bilan prévisionnel l'année 1 donne un résultat bénéficiaire de 95 376 638 Ar.

Tableau n°36: Bilan de l'année 2

ACTIF	Montant brut	Amortissement	Montant net	PASSIF	Montant
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Les immobilisations incorporelles				- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	320 000	480 000	- Report à nouveau	3 074 889
				- Réserve légale	11 194 420
Immobilisations corporelles				- Réserve facultative	19 619 102
- Terrains (Ha)	35 000 000		35 000 000		
- Constructions	100 000 000	10 000 000	90 000 000	PASSIFS NON COURANTS	
- Matériel et outillage (équipements d'exploitation)	208 800 000	41 760 000	167 040 000	- Emprunts et dettes financières	217 834 760
- Matériels de transport	96 000 000	19 200 000	76 800 000		
- Agencements, aménagements, installations	1 200 000	480 000	720 000	PASSIFS COURANTS	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	304 000	1 216 000	- Dettes à court terme	
- Matériel informatique	10 400 000	4 160 000	6 240 000	- Fournisseurs et comptes rattachés	

- Autres immobilisations				- Autres dettes	
ACTIFS COURANTS					
- Trésorerie	74 227 171		74 227 171		
TOTAL DES ACTIFS	527 947 171	76 224 000	451 723 171	TOTAL DES PASSIFS	451 723 171

Source : Estimation propre du promoteur

Le bilan prévisionnel l'année 2 donne un résultat bénéficiaire de 128 511 774 Ar.

Tableau n°37: Bilan de l'année 3

ACTIF	Montant Brut	Amortissement	Montant Net	PASSIF	Montant
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Immobilisations incorporelles				- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	480 000	320 000	- Report à nouveau	2 769 038
				- Réserve légale	19 000 000
Immobilisations corporelles				- Réserve facultative	33 871 217
- Terrains (Ha)	35 000 000		35 000 000		
- Constructions	100 000 000	15 000 000	85 000 000	PASSIFS NON COURANTS	
- Matériel et outillage (équipements d'exploitation)	208 800 000	62 640 000	146 160 000	- Emprunts et dettes financières	190 605 415
- Matériels de transport	96 000 000	28 800 000	67 200 000		
- Agencements, aménagements, installations	1 200 000	720 000	480 000	PASSIFS COURANTS	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	456 000	1 064 000	- Dettes court terme	
- Matériel informatique	10 400 000	6 240 000	4 160 000	- Fournisseurs et comptes rattachés	
- Autres immobilisations				- Autres dettes	
ACTIFS COURANTS					
- Trésorerie	106 861 670		106 861 670		
TOTAL DES ACTIFS	560 581 670	114 336 000	446 245 670	TOTAL DES PASSIFS	446 245 670

Source : estimation propre du promoteur

Le bilan prévisionnel l'année 3 donne un résultat bénéficiaire de 156 751 844 Ar.

Tableau n° 38 : Bilan de l'année 4

ACTIF	Montant Brut	Amortissement	Montant Net	PASSIF	Montant
--------------	---------------------	----------------------	--------------------	---------------	----------------

ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Immobilisations incorporelles				- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	640 000	160 000	- Report à nouveau	609 103
Immobilisations corporelles				- Réserve légale	19 000 000
- Terrains (Ha)	35 000 000		35 000 000	- Réserve facultative	46 772 228
- Constructions	100 000 000	20 000 000	80 000 000	PASSIFS NON COURANTS	
- Matériel et outillage (équipements d'exploitation)	208 800 000	83 520 000	125 280 000	- Emprunts et dettes financières	163 376 070
- Matériels de transport	96 000 000	38 400 000	57 600 000	PASSIFS COURANTS	
- Agencements , aménagements, installations	1 200 000	960 000	240 000	- Dettes court terme	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	608 000	912 000	- Fournisseurs et comptes rattachés	
- Matériel informatique	10 400 000	8 320 000	2 080 000	- Autres dettes	
- Autres immobilisations					
ACTIFS COURANTS					
- Trésorerie	128 485 401		128 485 401		
TOTAL DES ACTIFS	582 205 401	152 448 000	429 757 401	TOTAL DES PASSIFS	429 757 401

Source : estimation propre du promoteur

Le bilan prévisionnel l'année 4 donne un résultat bénéficiaire de 135 741 076 Ar.

Tableau n°39 : Bilan de l'année 5

ACTIF	Montant Brut	Amortissement	Montant Net	PASSIF	Montant
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Immobilisations incorporelles				- Capital social (10 000 actions)	200 000 000
- Frais de développement immobilisables	800 000	800 000	0	- Report à nouveau	3 351 859
Immobilisations corporelles				- Réserve légale	19 000 000
- Terrains (Ha)	35 000 000		35 000 000	- Réserve facultative	62 200 213
- Constructions	100 000 000	25 000 000	75 000 000	PASSIFS NON COURANTS	
- Matériel et outillage (équipements	208 800 000	104 400 000	104 400 000	- Emprunts et dettes financières	136 146 725

d'exploitation)					
- Matériels de transport	96 000 000	48 000 000	48 000 000		
- Agencements, aménagements, installations	1 200 000	1 200 000	0	PASSIFS COURANTS	
- Matériels et mobiliers de bureau	1 520 000	760 000	760 000	- Dettes court terme	
- Matériel informatique	10 400 000	10 400 000	0	- Fournisseurs et comptes rattachés	
- Autres immobilisations				- Autres dettes	
ACTIFS COURANTS					
- Trésorerie	157 538 796		157 538 796		
TOTAL DES ACTIFS	611 258 796	190 560 000	420 698 796	TOTAL DES PASSIFS	420 698 796

Ce chapitre analyse le contenu des états financiers qu'on a établi dans les chapitres précédents. De plus, on verra dans ce chapitre les impacts du projet dans le domaine économique, financier et social.

Ce chapitre sera divisé en trois sections :

- d'abord l'évaluation économique ;
- ensuite l'évaluation financière ;
- et enfin l'évaluation socio - environnementale.

SECTION -1- Evaluation économique

L'évaluation économique aura pour objectif de recenser tous ces coûts et avantages (y compris les coûts du projet lui-même), pour montrer le gain total favorable.

1.1. La valeur ajoutée (création de la valeur ajoutée)

Le projet contribuera à la formation de valeur ajoutée du pays par la rémunération des facteurs utilisés (consommation intermédiaires, main d'œuvre, Etat, prêteur, entreprise). Donc la valeur ajoutée représente la valeur de la production, déduction fait de celle des consommations intermédiaires.

Son évolution au cours des 5 années est présentée dans le tableau suivant :

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{Production de l'exercice} - \text{consommation intermédiaires}$$

Tableau n°40: Evolution des valeurs ajoutées

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Valeur ajoutée	234 360 000	260 545 800	288 650 934	318 867 256	351 405 803
Evolution		26 185 800	28 105 134	30 216 322	32 538 547
Production	236 940 000	263 383 800	291 772 734	322 301 236	355 183 181
Pourcentage	0,9891	0,9892	0,9893	0,9893	0,9894

Source : estimation propre du promoteur

D'après le tableau, la VA augmente de l'année 1 jusqu'à l'année 5, elle progresse de façon plus significative.

A l'année 5, la VA augmente de 49,92% par rapport à celle de l'année 1.

1.2. Analyse des ratios

Les ratios sont des indicateurs qui permettent de montrer la performance économique du projet et précisent

les données caractéristiques de la situation et de l'activité de l'entreprise. Nous prendrons quelques ratios.

1.2.1. Ratio de facteur travail

- Contribution facteur travail à valeur ajoutée :

$$\text{Ratio 1} = \frac{\text{Charges de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}}$$

Tableau n°41 : Ratio de facteur travail par rapport à la valeur ajoutée

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Charges De personnel	32 718 000	32 568 000	39 231 600	39 081 600	39 231 600
Valeur ajoutée	234 360 000	260 545 800	288 650 934	318 867 256	351 405 803
Ratio	0,14	0,12	0,14	0,12	0,11

Source : estimation propre du promoteur

D'après ce tableau de calcul, ce ratio varie en moyenne de 13% et il mesure le rendement de l'investissement humain. C'est-à-dire, chaque année, les personnels accaparent en moyenne 13% de la valeur ajoutée.

1.2.2. Ratio de main d'œuvre

- Le rendement apparent de main d'œuvre

$$\text{Ratio 2} = \frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Effectif}}$$

Tableau n° 42: Ratio de rendement apparent de main d'œuvre

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Valeur ajoutée	234 360 000	260 545 800	288 650 934	318 867 256	351 405 803
Effectif	16	16	16	16	16
Ratio	14 647 500	16 284 113	18 040 683	19 929 204	21 962 863

Source : estimation propre du promoteur

D'après le tableau, le ratio mesure le rendement du travail. Le rendement paraît fort : on peut penser que l'effectif étant normal, la compétence des employés est sensiblement supérieur à la norme.

1.2.3. Ratio financière

- Rentabilité financière :

$$\text{Ratio 3} = \frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Capitaux propres}}$$

Tableau n°43 : Ratio de rentabilité financière

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Bénéfice net	95 376 638	128 511 774	156 751 844	135 741 076	163 170 740
Capitaux propres	205 376 638	223 888 411	245 640 255	256 381 331	274 552 071
Ratio	0,46	0,57	0,64	0,53	0,59

Source : estimation propre du promoteur

Le résultat du calcul nous donne : Année 1= 0,46, Année 2=0,57, Année 3=0,64, Année 4=0,53, Année 5=0,59. En effet par moyenne arithmétique de ces ratios, nous constatons que les bénéfices de l'entreprise participent à 55,80 % dans la formation de ses capitaux propres.

L'utilisation des capitaux par rapport au bénéfice est donc assurée. De même, ce tableau montre que, de l'année 1 à l'année 5, la rentabilité est intéressante. L'augmentation de la rentabilité nous permet de dire que le projet est bénéfique.

SECTION -2- Evaluation financière

L'évaluation financière est la phase de l'étude d'un projet. Elle consiste à valoriser les flux résultant des études financières pour déterminer la rentabilité et le financement du projet.

2.1. Selon les outils d'évaluation

Pour faciliter le calcul de la valeur nette actuelle (VAN) des investissements par l'entreprise, nous établissons d'abord le tableau de calcul du MBA ou Cash-flow.

Tableau n°44 : Calcul de la M B A ou Cash-flow

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Résultat	95 376 638	128 511 774	156 751 844	193 915 822	233 101 058	265 529 191	310 076 267	358 012 649	394 391 576	449 463 968
I B S	0	0	0	58 174 747	69 930 317	79 658 757	93 022 880	107 403 795	118 317 473	134 839 190
R N E	95 376 638	128 511 774	156 751 844	135 741 076	163 170 740	185 870 434	217 053 387	250 608 854	276 074 103	314 624 778
A M	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000	38 112 000	37 952 000	37 952 000	37 952 000	37 952 000	37 952 000
M B A	133 488 638	166 623 774	194 863 844	173 853 076	201 282 740	223 822 434	255 005 387	288 560 854	314 026 103	352 576 778
$(1+i)^{-n}$	0,800	0,640	0,512	0,410	0,328	0,262	0,210	0,168	0,134	0,107
M B A ACT	106 790 910	106 639 215	99 770 288	71 210 220	65 956 328	58 673 708	53 478 506	48 412 478	42 147 870	37 857 643
M B A ACT	106 790 910	213 430 125	313 200 413	384 410 633	450 366 961	509 040 670	562 519 175	610 931 653	653 079 523	690 937 167

Source : calcul personnel du promoteur

2.1.1 Calcul de V.A.N au taux de 25%

$$V.A.N = \sum_{j=1}^{j=n} (M.B.A)_j \cdot (1+t)^{-n} - I$$

$$\begin{aligned} V A N &= 690\,937\,167 - 453\,720\,000 \\ &= 237\,217\,167 \end{aligned}$$

D'où

$$V A N = 237\,217\,167 \text{ Ar}$$

Le critère de la V A N permet de saisir si l'investissement engagé est intéressant. Un projet est intéressant s'il est capable de générer des ressources internes et permet de rembourser rapidement le fonds investi. La V A N est donc un moyen, pour une entreprise qui permet de prendre des décisions d'investissements.

D'après ce résultat, la V A N = 237 217 167 Ar est largement supérieur à zéro (0), alors le recouvrement du capital investi est assuré et nous pouvons conclure que le projet est rentable.

2.1.2 Calcul de I.P

$$I.P = \frac{\sum_{j=1}^{j=n} (M.B.A)_j \cdot (1+t)^{-n}}{I}$$

$$\begin{aligned} I.P &= \frac{237\,217\,167}{453\,720\,000} + 1 \\ &= 1,52 \end{aligned}$$

$$I.P = 1,52$$

D'où

Nous constatons que l'indice de profitabilité est supérieur à 1. Donc, la rentabilité est supérieure au taux de capitalisation. Cela signifie que , 1 Ariary du capital investi génère 0,52 Ariary de marge bénéficiaire.

2.1.3 Calcul de T.R.I

Le T R I est le taux d'actualisation pour lequel le total des valeurs actuelles du cash-flow est égal à son coût. Donc, nous allons présenter dans un tableau ci-dessous le calcul de ce taux.

Tableau n°45: Calcule de V.A.N à t = 60%

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
M B A	133 488 638	166 623 774	194 863 844	173 853 076	201 282 740	223 822 434	255 005 387	288 560 854	314 026 103	352 576 778
(1+ t)-n	0,625	0,391	0,244	0,153	0,095	0,060	0,037	0,023	0,015	0,009
M.B.A A	83 430 398	65 087 412	47 574 181	26 527 874	19 195 818	13 340 857	9 499 691	6 718 581	4 569 681	3 206 667
M B A C	83 430 398	148 517 810	196 091 991	222 619 865	241 815 683	255 156 539	264 656 230	271 374 811	275 944 493	279 151 160

Source : calcul personnel du promoteur

D'après ce tableau, la somme totale de la marge brut d'autofinancement qui était calculé au taux d'actualisation de 60% s'élève à 279 151 160

Ar.

A N = 279 151 160 - 453 720 000

V A N = -174 568 840

247 217 167 ----- 25%

0 ----- i %

-174 568 840 ----- 60%

$$\frac{0 - 247\,217\,167}{-174\,568\,840 - 247\,217\,167} = \frac{i\% - 25\%}{60\% - 25\%}$$

$$i - 25 = 35 \times 0,58$$

$$i = 21 + 25$$

$$i = 45,51$$

D'où

$$\mathbf{T R I = i = 45,51\%}$$

D'après ce résultat, le taux de rentabilité interne est largement supérieur au taux d'emprunts qui est de 25%. Donc, l'entreprise dispose d'une marge de sécurité de 20,51% (45,51%-25%).

Alors, cette marge de sécurité permet à l'entreprise de s'endetter d'avantage. Si le taux d'actualisation est inférieur à 45,51 %, le projet est rentable mais s'il est supérieur à 45,51%, le projet devient non rentable.

2.1.4. Calcul de D R C I

2-1-3-Le délai de récupération du capital investi (DRCI)

C'est le temps nécessaire pour que le total des recettes procurées par le projet atteigne le montant des investissements réalisés ; il indique donc le nombre d'années au cours desquelles le projet procure suffisamment de ressources afin que la somme investie soit récupérée.

Tableau n°46 : Calcul de DRCI

Eléments	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
MBA	133 488638	166 623 774	194 863 844	173 853 076	201 282 740
MBA cumule	133 488638	300 112 412	494976256	668 829 332	870 112 027
Investissement		472 293 450			

Ce tableau met en relief que le montant des investissements est compris entre le MBA cumule de la deuxième et troisième année.

$$\text{MBA cumule : } 300\ 112\ 412 < 472.293\ 450 < 494\ 976\ 256$$

$$\text{Année } 2 < x < 3$$

En faisant l'interpolation :

$$\begin{aligned} x - 2 &= \frac{472\ 293\ 450 - 300\ 112\ 412}{494\ 976\ 256 - 300\ 112\ 412} \\ &= \end{aligned}$$

$$x = 2,88$$

Le délai de récupération du capital investi est égal à 2 ans 10 mois 17 jours c'est-à-dire que le 17 Novembre de l'année trois

$$= 0,88 \times 12 = 10,56 = 10 \text{ mois}$$

$$= 0,56 \times 30 = 16,8 = 17 \text{ jours}$$

D'où

$$\text{D R C I} = 2 \text{ ans } 10 \text{ mois et } 17 \text{ jours}$$

2.2. Selon les critères d'évaluation

2.2.1. La pertinence

Ce projet se rapporte exactement à ce dont on a prévu pour son déroulement. En aucun cas ses activités se dérogent de son domaine d'activité et de son objet.

2.2.2. L'efficacité

Ce projet est efficace car il permet une récupération des capitaux en moins de 5 ans seulement.

2.2.3. L'efficience

On atteint les objectifs fixés à moindre coût parce que au début de l'activité les coûts des productions sont à 141 563 363 Ar et à la fin d'activité les coûts ne sont pas atteints les coûts de l'année 1 (114 539 077 Ar), il y a une diminution des charges. Donc le projet est efficient.

2.2.4. La durée de vie du projet

On peut s'attendre à une durée de vie assez longue pour ce projet, puisque son secteur d'activité est encore sous-exploité dans la région DIANA

SECTION- 3- Evaluation socio environnementale

3.1. Création d'emplois

Durant l'évaluation financière, ce projet est rentable. Donc, la situation financière de ce projet est viable à long terme avec rentabilité. Alors, l'exécution de ce projet pourra contribuer à une création d'emploi dans la région voir atténuer l'accroissement des chômeurs malgache et le responsable du projet pourra aussi améliorer les conditions de travail ou augmenter les masses salariales de ses employés qui auront un impact favorable sur l'ensemble de personnel.

De plus, la contribution à la création d'emploi est bénéfique pour l'Etat vue sa politique de développement, mais aussi à tous les individus concernés en tant que sources d'acquisitions d'expériences et de formations et aussi en tant que sources de revenus.

D'une autre manière, une autre forme de recrutement pourra naître puisque la présence du projet dans la région fera apparaître d'autres entreprises et invitera les opérateurs dans tous les secteurs d'activités à faire mieux dans ses domaines d'activités. L'offre d'emploi sera donc augmenter, les pouvoirs d'achats les aussi et l'insécurité sociale s'améliorera.

3.2. Contribution au développement social de la région

L'aboutissement de ce projet stipulera à une migration non négligeable de la population environnante, permettant à une amélioration de niveau social de la région, car une migration permet de gravir l'échelle sociale s'il s'agit de migrer vers une ville. D'où une formation d'une société solide est envisageable dans cette région à la suite de la création de cette unité de sucrerie.

CONCLUSION GENERALE

Ce travail recherche nous permet de démontrer l'importance « du projet de création d'une unité de sucrerie » et les avantages obtenus du réalisateur, de la localité et de notre pays tout entier.

En effet, nous pouvons constater lors de nos études que les besoins de production de qualité, quantité à fabriquer ne sont pas satisfaits surtout dans le milieu rural à Madagascar. L'installation de ce projet permet donc de satisfaire le contrôle de leur qualité.

De plus, ce projet crée des emplois pour les gens qui y travaillent. Enfin, il permet aux réalisateurs d'obtenir des bénéfices. Mais, il ne faut pas omettre que nous devons payer des impôts auprès de l'Etat.

En ce qui concerne la réalisation ou la mise en place du présent projet, les politiques de la mise en œuvre doivent être systématiques. Il faut définir les objectifs, déterminer les problèmes qu'on peut rencontrer auparavant dans ce secteur, fournir les moyens nécessaires, tracer la stratégie de la réalisation et mettre en place tous les tactiques bien déterminer (étude organisationnelle, marketing et financière).

Pour pouvoir définir la politique et la stratégie à suivre on a besoin d'une étude et analyse profonde.

Pour le traitement de ce travail, les trois parties ont été étudiées pendant la première partie, nous avons vu l'étude de l'identification du projet, nous avons vu aussi l'étude du projet et la position visible de la future entreprise vis-à-vis de ses concurrents.

L'étude du marché, l'étude de production et l'étude organisationnelle sont aussi incluses dans cette partie.

La technique de production détaillée montre la facilité de fabrication mais nécessite un maximum de contrôle de qualité.

Pour la réalisation des programmes de production, des personnes de disciplines différentes mettent ensemble leurs connaissances, compétences et savoir faire, dans la deuxième partie.

Enfin, la troisième partie du travail est orientée vers l'étude financière moyennant les moyens financiers nécessaires, l'activité peut être exécutée après avoir su comment les gérer.

Son évaluation sur le plan financier a mis en exergue la rentabilité des investissements à travers les résultats des exercices et la viabilité du projet.

Le choix de ce projet de création nous permet à la fois de participer au développement

de notre pays, exploiter notre patrimoine naturel, améliorer le niveau de vie de ménages, satisfaire les besoins des consommateurs qui sont sources de devises et améliorer la situation économique du pays.

Donc, les intérêts de la réussite de ce projet ne se limitent pas tout simplement pour le promoteur et pour notre établissement, mais aussi pour la région et la nation.

Enfin, avec notre volonté et notre effort d'élargir de plus en plus et même d'accélérer notre spécialisation en gestion surtout en tant que spécialiste en Finances et Comptabilité, nous attirons l'attention des bailleurs de fonds au financement de notre projet.

L'obtention d'un rendement satisfaisante est assurée par la bonne technique de ce culture et l'utilisation de méthodes et de techniques adéquates : bâtiments, machines modernes, technique modernes ... Ainsi, la filière cane à sucre peut se développer avec professionnalisme. Ce qui nécessite la création d'une unité sucrerie dans cette région en pratiquant l'agriculture à caractère industriel dont les produits sont destinés à être vendus, afin de satisfaire les besoins de la clientèle.

En ce qui concerne la réalisation ou la mise en place du présent projet les politiques de la mise en œuvre doivent être systématiques. Il faut définir les objectifs, déterminer les problèmes qu'on peut rencontrer auparavant dans ce secteur, fournir les moyens nécessaires, tracer la stratégie de la réalisation et émettre en place tous les tactiques bien déterminer (Etude Marketing, Organisationnel et Financier)

Pour pouvoir définir la politique et la stratégie à suivre, on a besoins d'une étude et d'une analyse profonde de rentabilité des investissements à travers les résultats des exercices et la viabilité du projet.

Le choix de ce projet de création nous permet à la fois de participer au développement de notre pays, exploiter notre patrimoine naturel, améliorer le niveau de vie des ménages , satisfaire les besoins des consommateurs qui sont sources de revenus et améliorer la situation économique du pays.

Donc, les intérêts de la réussite de ce projet ne se limitent pas tout simplement pour le promoteur et pour notre établissement, mais aussi pour la région et la nation.

En fin , avec notre volonté et notre effort d'élargir de plus en plus et même d'accélérer notre

spécialisation en gestion sur tout en tant que gestionnaire nous attirons l'attention des bailleurs de fonds au financement de notre projet./.

ANNEXES

Annexe I

Canne à sucre

Canne à sucre, plante herbacée vivace de la famille des graminées, cultivée pour le sucre que l'on extrait de sa tige. La culture de la canne à sucre n'est possible que dans les pays à climat tropical et subtropical. La tige principale de la canne à sucre, de 3 à 6 m de hauteur et de 2 à 5 cm d'épaisseur, est un rhizome donnant naissance à des tiges secondaires gorgées à maturité d'un suc sucré, le jus saccharifère. Les petites fleurs en forme de dard sont portées en panicules et engainées dans de longues feuilles fibreuses rubanées. Il existe plusieurs variétés horticoles de canne à sucre qui diffèrent par la couleur et la hauteur des tiges.

La canne à sucre était déjà connue des Égyptiens qui en récoltaient le suc en découpant les tiges en rondelles. Son cycle végétatif est annuel ou bisannuel.

La récolte de la canne à sucre se fait à la main, à l'aide d'une machette, ou à la machine. Ses tiges sont coupées au ras du sol avant d'être débarrassées de leurs feuilles et élaguées en haut près du dernier nœud. Elles sont empilées sur le sol, ramassées en une sorte de fagot, puis transportées par camion ou charrette jusqu'à la distillerie où elles sont soumises au broyage. *Voir aussi Betterave.*



Canne à sucre

Matière première principale de la production de sucre, la canne à sucre est cultivée dans les régions tropicales et subtropicales.

Annexe II

1 PRÉSENTATION

le guide du web

Accédez aux meilleures informations sur le Web au sujet de sucre (substance).

Le choix d'Encarta

Base de données statistiques de la FAO

lire...

Sucre (substance), terme générique appliqué aux composés chimiques faisant partie du groupe des glucides solubles dans l'eau. Incolores, inodores, de saveur plus ou moins sucrée, en général cristallisables, les sucres désignent le saccharose, et, par extension, tous les monosaccharides, disaccharides et tri saccharides. Cette appellation les différencie des polysaccharides tels que l'amidon, la cellulose et le glycogène.

2 CARACTÉRISTIQUES DES SUCRES

Largement présents dans la nature, les sucres sont élaborés par les plantes au cours du processus de la photosynthèse. Ce sont eux qui procurent la saveur sucrée de nombreux fruits et légumes. On en trouve en quantités moindres dans les tissus animaux, notamment au sein des acides nucléiques comme l'ADN.

Les sucres naturels se répartissent en deux catégories. D'une part, *les monosaccharides*, composés de trois à six atomes de carbone. Les plus répandus sont les hexoses, à six carbones : glucose, galactose et fructose. Lors de la digestion, ils ne peuvent pas être décomposés en structures plus simples. De ce fait, ils sont pratiquement directement assimilables sans qu'il y ait besoin d'action enzymatique.

Les disaccharides sont des sucres composés de l'association de deux hexoses. Le lactose du lait est ainsi formé d'un galactose et d'un glucose, le maltose groupe deux molécules de glucose, et le saccharose (le « sucre blanc ») résulte de l'union d'une molécule de glucose et d'une molécule de fructose. Contrairement aux monosaccharides, les disaccharides doivent d'abord, au cours du processus digestif, être scindés sous l'action de l'acide gastrique et d'enzymes spécifiques (la lactase pour le lactose, la saccharase pour le saccharose, la maltase pour le maltose) avant d'être absorbés.

La plupart des sucres, à l'exception du saccharose, réduisent en milieu alcalin l'oxyde cuivrique en oxyde cuivreux. Cette réaction permet de détecter la présence de sucre dans les urines. On l'utilise notamment pour diagnostiquer et contrôler le diabète sucré.

Annexe II(suite 1)

3 SUCRES ALIMENTAIRES

Les sucres commercialement importants sont le lactose, le maltose, le glucose et le saccharose. Les trois premiers interviennent surtout dans les aliments pour bébés, les aliments diététiques et les produits pharmaceutiques. Le saccharose est utilisé comme agent édulcorant dans de nombreux aliments : pâtisseries, entremets, conserves, boissons sucrées et alcoolisées. On le consomme également sous sa forme la plus commune, le sucre blanc, purifercristallisé à partir de betteraves ou de cannes à sucre. Aucune distinction n'est faite entre ces deux origines. Ni additif ni conservateur n'y sont ajoutés.

Le sucre est un composé de base de l'alimentation occidentale. Il représente environ 13 % de l'énergie apportée par les aliments, en sachant que 100 g de sucre apportent environ 400 kcal. Outre le saccharose, le sucre blanc contient quelques grammes d'eau, du calcium (85 mg/100g) et du fer (3,4 mg/100g). Son rôle et sa valeur dans l'alimentation humaine sont cependant controversés (voir Nutrition). De façon générale cependant, il est conseillé dans les régimes de suralimentation, dans les cas d'insuffisances digestives, en périodes pré et postopératoires ainsi qu'au cours d'efforts physiques intenses. En revanche, on restreint sa consommation chez les individus souffrant de diabète, d'obésité, d'intolérance au fructose ou au saccharose.

4 - PRODUCTION DU SUCRE

Sucre : principaux producteurs © Microsoft Corporation. Tous droits réservés.
Agrandir

Le saccharose est présent en quantités limitées dans de nombreuses plantes, y compris les palmiers et l'érable à sucre. Plus de la moitié de l'approvisionnement mondial en sucre proviennent de la canne à sucre, dont la culture se fait sous les climats tropicaux et subtropicaux. Le reste est issu de la betterave sucrière, dont le jus contient jusqu'à 20 p. 100 de saccharose. Cultivée dans les régions tempérées, la betterave constitue la principale source de sucre de la plupart des pays européens. Les grands cultivateurs de betteraves sont la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne, la France et la Pologne.

Au niveau mondial, les plus gros pays producteurs de sucre sont le Brésil, Cuba, le Kazakhstan, le Mexique, l'Inde et l'Australie.

Annexe II(suite 2)

4.1 - Sucre de canne

Canne à sucre Matière première principale de la production de sucre, la canne à sucre est cultivée dans les régions tropicales et subtropicales. Oxford Scientific Films/Harold Taylor

Après la récolte, les tiges de la canne à sucre sont débarrassées de leurs feuilles, écrasées, puis déchiquetées entre des rouleaux dentés. Le jus est extrait des tiges écrasées dans des moulins. Toute cette étape de broyage est réalisée sous une aspersion d'eau chaude afin de dissoudre et d'extraire le sucre résiduel. À la fin du broyage, il reste une matière solide pulpeuse, « la bagasse ». Séchée, elle peut servir de combustible.

Le jus brut issu des moulins est additionné de chaux. Puis le mélange est chauffé et maintenu à ébullition. La haute température précipite les acides organiques indésirables, qui sont ensuite séparés du mélange par filtration, en même temps que d'autres impuretés.

Un traitement à base de dioxyde de soufre gazeux permet de décolorer le jus. Il en résulte un liquide clair, qui est évaporé sous vide partiel, puis chauffé jusqu'à constituer un sirop épais. Riche en cristaux de sucre, ce sirop forme une masse dense, appelée masse cuite, que l'on place dans une centrifugeuse, dont les parois, percées de petits trous, laissent sortir le sirop, ou mélasse. À la fin de la centrifugation, on obtient un sucre jaune brun, le premier sucre ou sucre brut. Le reste de mélasse encore accrochée aux cristaux est éliminé par aspersion d'eau.

L'ultime étape est le raffinage. Après de nouvelles dissolution, décoloration puis cristallisation, on obtient les cristaux de taille désirée en fonction du produit fini : sucre blanc en poudre, en grains ou en morceaux, sucre brun (qui contient une petite proportion de mélasse).

Quant aux mélasses récupérées, elles peuvent être à nouveau bouillies et évaporées pour cristalliser le saccharose. Sous-produit de l'industrie du sucre, elles sont destinées à de multiples utilisations, comme la production de l'éthanol et du rhum, des sirops de table, des arômes alimentaires, de la nourriture pour le bétail, ou encore de tabac.

Annexe II(suite 3)

4.2 Sucre de betterave

Betterave à sucre La betterave à sucre fournit 40 p. 100 du sucre mondial. Après la récolte, la racine est broyée pour en extraire le jus, qui est ensuite raffiné et blanchi jusqu'à obtention du sucre. La pulpe restante peut être utilisée comme aliment pour le bétail. Le sucre non raffiné, appelé vergeoise, est utilisé pour la confection de nombreux gâteaux, tels les célèbres spéculos belges. Oxford Scientific Films/G.I. Bernard

Le sucre est produit à partir des racines de la betterave à sucre. Séparés de la racine lors de l'arrachage, les feuilles et le collet de la plante servent de fourrage au bétail. Les racines sont coupées en copeaux, ou cossettes, et écrasées afin d'en extraire le jus. La pulpe restante constitue elle aussi un aliment nutritif pour le bétail. Après extraction, on ajoute de la chaux au jus. La suite du procédé est identique à celui décrit précédemment. En revanche, on ne procède pas au recyclage des mélasses de betterave car elles sont impropres à la consommation humaine (notamment sous forme de mélasse de table) en raison des difficultés que pose leur purification.

Le sucre obtenu à partir de la betterave est identique à celui issu de la canne à sucre.

5 - PRODUITS DÉRIVÉS

Le sucre n'est pas seulement utilisé comme édulcorant alimentaire. Il constitue une matière première dont la fermentation produit l'éthanol, le butanol, la glycérine, l'acide citrique et l'acide lévulinique. Le sucre intervient également dans la composition de certains savons transparents. Enfin, il peut être transformé en esters et en éthers, certains de ces composés conduisant à des résines dures, insolubles et infusibles

BIBLIOGRAPHIE

A .RAZAFIMANDIMBY, LES X commandement du management, Edition CECOM année 1992, 150 P

A.SHALALOR, Stratégies et structure de l'Entreprise, Edition Nouveau M, année 1980,180 P

C.PEROCHON, Gestion de projet, Edition FOUCHER, année 1997,200P

CDI- CID, Micro central utilisant des énergies renouvelables pour les pays en développement, Bruxelles, année 1971,220 P

F.RAVALITERA, Cours de l'entreprenariat et gestion du projet, année2005

F. RAZAFIMBELO, Cours de Gestion budgétaire, année 2005

HUGUES, MICHEL, le marketing mix, le politique de prix, Ed DEMOS, année1979

RALISON Roger, Cours de control de gestion, année2005

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ABREVIATIONS

INTRODUCTION.....1

PREMIERE PARTIE : IDENTIFICATION DU PROJET.....

CHAPITRE -1 - PRESENTATION DU PROJET.....

SECTION- 1 – HISTORIQUE.....

1-1-CLASSIFICATION,ORIGINE.....

1-2- SOCIETE SUCRERIE DE LA MAHAVAVY « SOSUMAV ».....

1-2-1- Les sucreries de NOSY BE ET DE LA COTE EST.....

1-2-2-CREATION DE LA SOCIETE SIRAMAMY MALAGASY.....

1-3 –POPULATION.....

SECTION -2- CARACTERISTIQUE DES CANNES A SUCRE.....

2-1- PARTICULARITE GENERALE DES CANNES.....

2-2- LA PURETE DES CANNES.....

SECTION- 3- DESCRIPTION SIMPLE DU SUJET.....

3-1- REALISATION DU PROJET.....

CHAPITRE -2- ETUDE DE MARCHÉ VISE.....

SECTION- 1- L’ ANALYSE DE L’ OFFRE.....

1-1- SITUATION DES SUCRES.....

1-1-1-Tableau n°1 : Au niveau de la production des cannes.....

1-2-PRODUIT A OFFRIR.....

1-3 - CLIENTELE CIBLE.....

1-4-APPRECIATION DE L’OFFRE DANS LA REGION.....

SECTION – 2 - L’ ANALYSE DE LA DEMANDE.....

2-1- BESOIN DES CLIENTS POTENTIELS.....

SECTION -3- ANALYSE DE LA CONCURRENCE.....

3-1- LES CONCURRENTS NATIONAUX.....

3-2-LES CONCURRENTS INTERNATIONAUX.....

3-3- Tableau n° 2 : Evolution commerciale du marché de sucre par rapport à la production totale des sucres (cas de Madagascar) sur 5 campagnes successives (tonnage : en tonne).....

SECTION -4- POLITIQUE MARKETING ENVISAGEE.....

4-1-CHOIX D’UN PRODUIT.....

4-2- POLITIQUE DE PRIX.....

4-3- MODE DE DISTRIBUTION.....

4-4 - POLITIQUE DE COMMUNICATION ET DE.....

CHAPITRE-3- LA THEORIE GENERALE SUR LES CRITERES.....

SECTION - 1 - LA VALEUR ACTUELLE NETTE (V. A.N).....

1-1- DEFINITION DU CASH- FLOW.....

1-2 – FORMULE.....

SECTION – 2 - TAUX DE RENTABILITE INTERNE (T.R.I).....

2-1-

DEFINITION010009000003510000000000120000000000500000009020000000050000002010100000050000000102fffff00050000002e0118000000050000000b02000000050000000c02200220011200000026060f001a00fffff000010000000c0fffff

fa6fffffe0000000c60100000b00000026060f000c004d61746854797065000050000a0
0000026060f000a00fffff01000000000030000000000

2-2- FORMULE.....

SECTION -3- DELAI DE LA RECUPERATION DES CAPITAUX INVESTIS .

3-1- DEFINITION.....

3-2 -FORMULE.....

3-3- INDICE DE PROFITABILITE.....

SECTION -4- CRITERE D' EVALUATION.....

4-1- DEFINITION.....

4-1-1- PERTINENCE.....

4-1-2- EFFICACITE.....

4-1-3 -EFFICIENCE.....

4-1-4-PERENUITE.....

4-2- IMPACT DU PROJET.....

DEUXIEME PARTIE : CONDUITE DU PROJET.....

CHAPITRE I TECHNIQUE DE PRODUCTION.....

SECTION- 1- TECHNIQUE DE FABRICATION DE SUCRE.....

SECTION -2 - SYSTEME DE FONCTIONNEMENT.....

2-1-FONCTIONNEMENT PENDANT LA PLUIE.....

2-2-FONCTIONNEMENT PENDANT LA SAISON.....

SECTION- 3- UTILISATION ET CONDITIONNEMENT.....

3-1- CO NDITIONNEMENT ET MARQUE.....

3-1-1- LA MARQUE.....

3-1-2 -CONDITIONNEMENT.....

CHAPITRE -II- CAPACITE DE PRODUCTION ENVISAGE.....

SECTION-1-CAPACITE DE PRODUCTION DE L' UNITE.....

SECTION -2 - PROGRAMME DE PRODUCTION ET DE VENTE.....

2-1- PROGRAMME DE PRODUCTION.....

2-2-CHIFFRE D' AFFAIRES PREVISIONNELS ET DES.....

CHAPITRE III : ETUDE ORGANISATIONNELLE.....

SECTION -1 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE.....

1.1- Organisation juridique.....

1.2- Statut juridique.....

SECTION -2 – ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES.....

2.1- Attribution du personnel.....

2.1.1 : - Gérant.....

2.1.2 : - Personnel du service de production.....

2.1.3 : - Personnel du service administratif et financier.....

2.1.4 : - Le personnel du service commercial.....

SECTION 3 – GESTION DU PERSONNEL.....

3.1- Politique salariale.....

SECTION -4 – ORGANIGRAMME A METTRE EN PLACE.....

CHAPITRE - I - MONTANT DES INVESTISSEMENTS ET LES COMPTES....

SECTION- 1 - LES INVESTISSEMENTS NECESSAIRES.....

1.1. Les immobilisations incorporelles.....

1.2. Les immobilisations corporelles.....

1.2.1. Le terrain.....

1.2.2. Les constructions.....

1.2.3. Le matériel et outillage (équipement d'exploitation).....

1.2.4. Les matériels de transport.....	
1.2.5. Les agencements, aménagements et installations.....	
1.2.6. Les matériels et mobiliers de bureau.....	
1.2.7. Le matériel informatique.....	
SECTION- 2 -LES AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS.....	
2.1. Amortissement d’immobilisation incorporelle.....	
2.1.1. Amortissement de frais de développement immobilisables.....	
2.2. Amortissement d’immobilisation corporelle.....	
2.2.1. Amortissement de construction (bâtiment).....	
2.2.2. Amortissement de matériel et outillage.....	
2.2.3. Amortissement de matériel de transport.....	
2.2.4. Amortissement des aménagements, agencements et Installations.....	
2.2.5. Amortissement de matériel et mobilier de bureau.....	
2.2.6. Amortissement de matériel informatique.....	
SECTION – 3- LE PLAN DE FINANCEMENT.....	
3.1. Le fonds de roulement initial.....	
3.2. L’imprévu.....	
3.3. Le tableau de plan de financement.....	
3.3.1. Le financement interne.....	
3.3.2. Le financement par emprunts.....	
SECTION -4- TABLEAU DE REMBOURSEMENT DES DETTES.....	
SECTION -5- LES COMPTES DE GESTION.....	
5.1. Compte de charges (charges des activités ordinaires en Ariary).....	
5.1.1. Les fournitures consommables.....	
5.1.2. Les charges externes.....	
5.1.3. Impôts et taxes.....	
5.1.4. Charges de personnel.....	
5.1.5. Charges financières.....	
5.1.6. Dotations aux amortissements.....	
5.2. Compte de produits (Produits des activités ordinaires en Ariary).....	
5.2.1. Vente prévisionnelle de la première Année.....	
CHAPITRE -II - ETUDE DE FAISABILITE ET ANALYSE DE RENTABILITE DU PROJET.....	
SECTION -2- FLUX DE TRESORERIE.....	
SECTION-3- LES BILANS PREVISIONNELS.....	
CHAPITRE -III - EVALUATION DU PROJET.....	
SECTION -1- EVALUATION ECONOMIQUE.....	
1.1. La valeur ajoutée (création de la valeur ajoutée).....	
1.2. Analyse des ratios.....	
1.2.1. Ratio de facteur travail.....	
1.2.2. Ratio de main d’œuvre.....	
1.2.3. Ratio financière.....	
SECTION- 2- EVALUATION FINANCIERE :.....	
2.1. Selon les outils d’évaluation.....	
2.1.1 Calcul de V.A.N au taux de 25%.....	
2.1.2 Calcul de I.P.....	
2.1.3 Calcul de T.R.I.....	
2.1.4. Calcul de D R C I.....	
2.2. Selon les critères d’évaluation.....	
2.2.1. La pertinence.....	

2.2.2. L'efficacité.....
2.2.3. L'efficience.....
2.2.4. La durée de vie du projet.....
SECTION- 3-EVALUATION SOCIO-ENVIRONNEMENTALE.....

3.1. Création d'emplois.....
3.2. Contribution au développement social de la région.....
CONCLUSION GENERALE.....
ANNEXES
BIBLIOGRAPHIES